

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

ABONNEMENTS ET RECUEILS ANNUELS	BIMENSUEL PARAISANT le 1 ^{er} et 3 ^e MERCREDI de CHAQUE MOIS	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Abonnements : UN AN Ordinaire 600 UM Par avion Mauritanie 800 UM Par avion France ex-communauté 1 000 UM Par avion autres pays 1 200 UM Le numéro : D'après le nombre de pages et les frais d'expédition. Recueils annuels de lois et règlements : 600 UM (frais d'expédition en sus).	POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES S'adresser à la direction du <i>Journal officiel</i> , B.P. 188, Nouakchott (Mauritanie) Les abonnements et les annonces sont payables d'avance. Compte Chèque Postal n° 391 Nouakchott.	La ligne (hauteur 8 points) 20 UM (Il n'est jamais compté moins de 100 UM pour les annonces.) Les annonces doivent être remises au plus tard un mois avant la parution du journal.

I. — LOIS ET ORDONNANCES

6 août 1981	Ordonnance n° 81-173 fixant les pénalités des infractions en matière de distribution des produits dont l'importation relève du monopole de la SONIMEX	371	4 août 1981	Décret n° 99-81 mettant fin aux fonctions d'un membre du gouvernement	378
8 août 1981	Ordonnance n° 81-174 autorisant la ratification de l'accord signé entre le Croissant Rouge mauritanien et la Fédération luthérienne mondiale ainsi que l'avenant à cet accord	373	4 août 1981	Décret n° 81-168 portant nomination d'un chef de service et d'un chef de division	379
8 août 1981	Ordonnance n° 81-175 autorisant la ratification de la convention de circulation de main-d'œuvre signée entre la Jamahiriya arabe libyenne et la République islamique de Mauritanie	373	6 août 1981	Décret n° 101-81 mettant fin aux fonctions du directeur de la documentation	379
8 août 1981	Ordonnance n° 81-176 autorisant la ratification de la convention de prêt signée le 26 octobre 1979 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds irakien de développement extérieur	373	6 août 1981	Arrêté n° 422 mettant fin aux fonctions du conseiller de presse	379
13 août 1981	Ordonnance n° 81-179 autorisant la ratification du contrat de prêt signé entre la République islamique de Mauritanie et la République fédérale allemande	373	6 août 1981	Arrêté n° 423 portant nomination d'un conseiller chargé du bureau de presse	379
22 août 1981	Ordonnance n° 81-195 autorisant la ratification de l'accord de prêt conclu le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P.	374	10 août 1981	Décret n° 102-81 portant nomination d'un membre du gouvernement	379

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

Actes divers :

12 août 1981	Décret n° 103-81 mettant fin aux fonctions de M. Mohamed Yehdiïhould Breideleil.	379
12 août 1981	Décret n° 104-81 portant nomination du secrétaire général de la Présidence du gouvernement	379
20 août 1981	Décret n° 81-186 portant nomination d'un directeur de service	379

Secrétariat permanent du Comité militaire de salut national chargé de l'information :

Actes divers :

4 août 1981	Décret n° 81-170 portant nomination de deux fonctionnaires	379
4 août 1981	Décret n° 81-172 portant nomination de deux fonctionnaires	379
11 août 1981	Arrêté n° 435 portant détachement d'un fonctionnaire	380

PRESIDENCE DU COMITE MILITAIRE DE SALUT NATIONAL

Actes divers :

28 juillet 1981	Décret n° 86-D-81 portant élévation dans l'ordre du Mérite national (promotion du 28 novembre 1979)	374
-----------------	---	-----

Ministère de la Défense nationale :*Actes divers :*

22 juillet 1981	.... Arrêté n° 396 portant régularisation de maintien d'un sous-officier	380
22 juillet 1981	.... Arrêté n° 397 portant admission à la retraite d'un sous-officier	380
22 juillet 1981	.... Arrêté n° 400 portant admission à la retraite d'un homme de troupe	380
22 juillet 1981	.... Arrêté n° 402 portant régularisation de maintien en activité de service d'un sous-officier	380
31 juillet 1981	.... Décision n° 1249 portant acceptation de démission de personnel de la Gendarmerie nationale	380
31 juillet 1981	.... Décision n° 1250 portant révocation d'un militaire de la Gendarmerie nationale ..	380
5 août 1981	..... Décret n° 100-81 portant nomination au grade de lieutenant d'active de personnel officier de la Gendarmerie nationale	381

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération :*Actes réglementaires :*

22 août 1981 Décret n° 106-81 ratifiant l'accord de crédit conclu le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P.	381
--------------	--	-----

Ministère de l'Intérieur :*Actes réglementaires :*

2 avril 1981	..... Décret n° 81-059 modifiant certaines dispositions du décret n° 74-169 du 27 juillet 1974 portant réorganisation de l'Ecole nationale de police	381
16 juillet 1981	.... Arrêté n° 371 agréant une association dénommée « Association pour le développement des énergies renouvelables en Mauritanie ». 382	382
16 juillet 1981	.... Arrêté n° 382 agréant une association culturelle et sportive dénommée « Club Ben Abdouké »	382

Actes divers :

23 avril 1981	..... Arrêté n° 236 portant nomination d'un officier de police judiciaire	382
16 juillet 1981	.... Arrêté n° 375 portant détachement d'un fonctionnaire	383
11 août 1981	..... Arrêté n° 433 portant constatation de décès d'un officier et de deux gardes nationaux. 383	383
11 août 1981	..... Arrêté n° 434 constatant la cessation définitive de fonction d'un brigadier de police. 383	383
11 août 1981	..... Arrêté n° 437 portant détachement de plein droit d'un fonctionnaire	383
12 août 1981	..... Arrêté n° 442 portant détachement d'un fonctionnaire	383
14 août 1981	..... Arrêté n° 444 portant acceptation de la démission d'un agent de police	383

Ministère de la Justice et de l'Orientation islamique :*Actes réglementaires :*

30 juillet 1981 Arrêté n° R-073 instituant une commission nationale pour la vue du Croissant	383
-----------------	--	-----

Actes divers :

31 juillet 1981	.... Arrêté n° 414 portant nomination d'un président de Tribunal du travail	383
31 juillet 1981	.... Décision n° 1273 portant désignation du président et des membres de la Commission nationale pour la vue du Croissant. 384	384

Ministère de l'Economie et des Finances :*Actes réglementaires :*

6 août 1981 Arrêté n° R-079 fixant le contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs	384
-------------	--	-----

Actes divers :

15 juillet 1981	.... Décret n° 81-159 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration du Fonds national de développement	385
31 juillet 1981	.... Décision n° 1263 portant contribution au Comité permanent consultatif du Maghreb. 385	385
8 août 1981	..... Décision n° 4814 relative au marquage des paquets de cigarettes importées par la NOSOMACI	385

Ministère des Pêches et de l'Economie maritime :*Actes divers :*

22 juillet 1981 Décret n° 81-160 portant nomination d'un conseiller juridique	385
-----------------	--	-----

Ministère de l'Industrie et du Commerce :*Actes réglementaires :*

12 août 1981	..... Arrêté n° R-082 portant application des articles 2 et 12 de l'ordonnance n° 81-173 du 6 août 1981 fixant les pénalités des infractions en matière de distribution des produits SONIMEX	385
13 août 1981	..... Arrêté n° R-083 portant fixation des prix de gros des produits SONIMEX sur l'ensemble du territoire national	386

Actes divers :

22 mai 1981 Décret n° 81-119 portant agrément du comptoir industriel de produits chimiques (CHIPROCHIMIE) au régime « A » du Code des investissements	386
-------------	---	-----

Ministère des Mines et de l'Energie :*Actes réglementaires :*

7 août 1981 Arrêté n° 80 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures liquides 388

Ministère de l'Education nationale :*Actes réglementaires :*

7 mai 1981 Décret n° 81-095 fixant l'organisation et les règles de fonctionnement des écoles normales d'instituteurs 389
15 juillet 1981 Décret n° 81-072 fixant les alphabets des langues nationales oulaar, sooninké et wolof en caractères latins 392

Ministère de l'Emploi et de la Formation des Cadres :*Actes réglementaires :*

8 octobre 1973 .. Arrêté n° 540 modifiant l'arrêté n° 211 du 13 avril 1973 portant équivalence de diplôme 397

16 août 1975 Arrêté n° 112 portant équivalence de diplôme. 397
1^{er} juin 1977 Arrêté n° R-41 portant équivalence de diplôme. 397
17 novembre 1977. Arrêté n° R-96 portant équivalence de diplôme. 397

Actes divers :

28 juillet 1981 Arrêté n° 407 portant nomination d'un directeur adjoint de la C.N.S.S. 398

District de Nouakchott :*Actes réglementaires :*

10 août 1981 Arrêté n° 14 accordant une indemnité de sujétion mensuelle à certains chefs de service régionaux 398
15 août 1981 Arrêté n° 15 portant fixation des prix au détail de certains produits dans le District de Nouakchott 398

**III. — TEXTES PUBLIÉS
A TITRE D'INFORMATION****I. — LOIS ET ORDONNANCES**

ORDONNANCE n° 81-173 du 6 août 1981 fixant les pénalités des infractions en matière de distribution des produits dont l'importation relève du monopole de la SONIMEX.

Le Comité militaire de salut national a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée l'exportation des produits suivants, dont l'importation relève du monopole de la Société nationale d'importation et d'exportation (SONIMEX) :

- Riz ;
- Sucres ;
- Thé vert.

LA TENTATIVE DE FRAUDE

ART. 2. — Les produits visés à l'article premier ci-dessus sont réputés faire l'objet d'une tentative d'exportation en contrebande dans les cas ci-après :

1° Lorsqu'ils circulent dans le rayon des douanes sans être munis d'une lettre de voiture tenant lieu de passavant, délivrée par un agent SONIMEX habilité et contresigné par l'autorité administrative locale.

Toutefois la lettre de voiture n'est pas exigée lorsque les quantités transportées sont destinées à la consommation familiale et se situent dans les limites qui seront précisées par arrêté du ministre chargé du Commerce.

2° Lorsqu'ils sont détenus, en quelque point du territoire national, en quantités non justifiées par les besoins normaux de l'exploitation commerciale ou en quantités excédant manifestement les besoins de l'approvisionnement familial appréciés selon les usages locaux.

ART. 3. — Constituent en outre une infraction passible des peines prévues aux articles 8 et 9 ci-dessous :

1. la dissimulation de stocks destinés à la vente dans un lieu autre que les locaux commerciaux ;
2. toute fausse déclaration ou non-déclaration de stocks et toutes manœuvres pratiquées en vue d'échapper aux mesures édictées en matière de distribution des produits SONIMEX ;
3. toute vente de riz, de sucre ou de thé vert, toute offre ou proposition de vente faite ou contractée à un prix supérieur au prix fixé ;
4. le fait de conserver les produits SONIMEX destinés à la vente en refusant de satisfaire dans les limites de ses possibilités aux demandes des acheteurs, dès lors que ces demandes ne présentent aucun caractère anormal ;
5. le fait de subordonner la vente d'un produit SONIMEX à l'achat concomitant d'autres produits, matières ou denrées ;
6. la non-délivrance de facture ou, le cas échéant, d'un bordereau de livraison, dans le cas de vente de quantités réputées de gros ou demi-gros (tonne, sac, caisse), l'emploi de fausses factures ou de factures falsifiées ;

7. le fait d'exercer ou de tenter d'exercer, soit individuellement, soit par réunion ou coalition, une action en vue de faire échec à la réglementation des prix.

CONSTATATION DES INFRACTIONS

ART. 4. — Les infractions ou tentatives d'infractions aux dispositions des articles 1^{er} et 2 ci-dessus sont constatées conformément aux dispositions des articles 206 à 224 de la loi n° 66-145 du 21 juillet 1966 instituant un Code des douanes.

Les infractions visées à l'article 3 ci-dessus sont constatées conformément aux dispositions des articles 37, 38 et 39 du chapitre 2, titre neuvième de l'ordonnance n° 79-320 du 20 novembre 1979 portant réglementation des prix.

MESURES ADMINISTRATIVES

ART. 5. — Toute infraction ou tentative d'infraction aux dispositions des articles 1^{er} et 2 de la présente ordonnance ainsi que les infractions visées au 1^o et 2^o de l'article 3 entraînent d'office la confiscation au profit de l'Etat :

- des produits objets de la fraude ;
- des moyens de transport ;
- des objets servant à commettre ou à masquer la fraude.

Les locaux commerciaux ou d'habitation ayant servi au stockage frauduleux ou à la dissimulation de stocks peuvent également être confisqués, s'ils sont propriétés de l'auteur de l'infraction.

La confiscation des biens énumérés aux deux paragraphes précédents est mise en œuvre sur simple décision du ministre chargé du Commerce, après étude du dossier qui lui est soumis. La confiscation n'exclut pas les poursuites pénales qui pourraient être envisagées contre le délinquant.

ART. 6. — Au cas où le délinquant aurait commis l'une des infractions visées aux 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o de l'article 3 ci-dessus, le ministre chargé du Commerce, le gouverneur de Région ou le préfet territorialement compétent sont habilités à prendre dans les meilleurs délais les mesures conservatoires suivantes :

- Fermeture des magasins ou boutiques de vente et des locaux de stockage ;
- Suspension des droits conférés par la patente ;
- Retrait de la carte d'importateur-exportateur, s'il y a lieu.

Les procès-verbaux dressés en application des dispositions ci-dessus et les dossiers y relatifs sont transmis au parquet de la juridiction compétente, qui est tenu d'engager les poursuites nécessaires.

Le parquet doit aviser l'autorité qui l'a saisi, dans le mois de réception du dossier, de la décision qu'il a prise.

Toutefois, pendant un délai maximum de huit jours calendaires qui suivent la date du procès-verbal de constatation, il est laissé au délinquant la faculté de demander à l'autorité compétente une transaction dont le règlement mettra fin aux mesures conservatoires prises et à l'action judiciaire engagée.

LA TRANSACTION PECUNIAIRE

ART. 7. — Dans les cas d'infractions telles qu'énumérées aux 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o de l'article 3 ci-dessus, le ministre chargé du Commerce et, par délégation :

- le directeur du Contrôle économique,
 - les gouverneurs de Régions,
 - les préfets territorialement compétents,
- sont habilités à accorder au délinquant le bénéfice d'une transaction pécuniaire dont le montant ne peut être inférieur à 30 000 UM ni supérieur à 5 000 000 UM, s'il n'y a pas récidive dans un délai d'un an depuis la dernière infraction.

La réalisation et le paiement de la transaction s'effectuent conformément aux dispositions des articles 46, 47 et 48 de l'ordonnance n° 79-320 précitée.

DES PEINES

ART. 8. — Les infractions ou tentatives d'infractions aux dispositions des articles 1^{er}, 2 et 3, 1^o et 2^o de la présente ordonnance sont punies d'une amende égale au quadruple de la valeur des produits, objets et immeubles confisqués et d'un emprisonnement de 2 ans à 10 ans, ou de l'une des deux peines seulement.

ART. 9. — Les infractions prévues aux 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o de l'article 3 ci-dessus sont punies d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans et d'une amende de 100 000 UM à 60 000 000 UM ou de l'une des deux peines seulement.

ART. 10. — Au cas où un délinquant ayant fait l'objet depuis moins de deux ans, pour une des infractions visées aux articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, d'une sanction prononcée soit par l'autorité administrative, soit par l'autorité judiciaire, commet une nouvelle infraction visée aux mêmes articles, les peines peuvent être portées au double.

ART. 11. — Les infractions prévues et punies par la présente ordonnance sont de la compétence exclusive de la Cour spéciale de justice.

ART. 12. — Un arrêté du ministre chargé du Commerce précisera le modèle de la lettre de voiture prévue à l'article 2 ci-dessus.

ART. 13. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance et notamment l'ordonnance n° 80-177 du 22 juillet 1980 portant prohibition de l'exportation des produits dont l'importation relève du monopole de la Société nationale d'importation-exportation (SONIMEX).

ART. 14. — La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 6 août 1981.

Pour le Comité militaire de Salut national

Le Président :

Lieutenant-colonel Mohamed Khounaould Haidalla.

ORDONNANCE n° 81-174 du 8 août 1981 autorisant la ratification de l'accord signé entre le Croissant Rouge mauritanien et la Fédération luthérienne mondiale ainsi que l'avenant à cet accord.

Le Comité militaire de salut national a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé la ratification de l'accord signé le 10 septembre 1974 à Nouakchott et le 9 octobre 1974 à Genève entre le Croissant Rouge mauritanien et la Fédération luthérienne mondiale ainsi que l'avenant à cet accord signé par les deux parties le 9 décembre 1980 à Nouakchott.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 8 août 1981.

Pour le Comité militaire de Salut national

Le Président :

Lieutenant-colonel Mohamed Khouna ould HAIDALLA.

ORDONNANCE n° 81-175 du 8 août 1981 autorisant la ratification de la convention de circulation de main-d'œuvre signée entre la Jamahiriya arabe libyenne et la République islamique de Mauritanie.

Le Comité militaire de salut national a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la ratification de la convention de circulation de main-d'œuvre signée à Tripoli le 31 mars 1980 entre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et la République islamique de Mauritanie.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 8 août 1981.

Pour le Comité militaire de Salut national

Le Président :

Lieutenant-colonel Mohamed Khouna ould HAIDALLA.

ORDONNANCE n° 81-176 du 8 août 1981 autorisant la ratification de la convention de prêt signée le 26 octobre 1979 entre la République islamique de Mauritanie et le Fond irakien de développement extérieur.

Le Comité militaire de salut national a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la ratification de la convention de prêt signée à Nouakchott le 26 octobre 1979 entre la République islamique de Mauritanie et le Fond irakien de développement extérieur et portant sur le financement par ce dernier, à titre de prêt, de la part de la République islamique de Mauritanie dans le capital de la Société arabe mauritanienne et irakienne de pêche (SAMIP).

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 8 août 1981.

Pour le Comité militaire de Salut national

Le Président :

Lieutenant-colonel Mohamed Khouna ould HAIDALLA.

ORDONNANCE n° 81-179 du 13 août 1981 autorisant la ratification du contrat de prêt signé entre la République islamique de Mauritanie et la République fédérale allemande.

Le Comité militaire de salut national a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, est autorisé à ratifier le contrat de prêt et ses annexes signés à Bonn par notre ambassadeur en République fédérale d'Allemagne et le représentant de la K.F.W. et relatifs au financement d'une partie du Projet Gorgol Noir, d'un montant de 16 millions de deutsche mark.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 13 août 1981.

Pour le Comité militaire de Salut national

Le Président :

Lieutenant-colonel Mohamed Khouna ould HAIDALLA.

ORDONNANCE n° 81-195 du 22 août 1981 autorisant la ratification de l'accord de prêt conclu le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P.

Le Comité militaire de salut national a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat, est autorisé à ratifier l'accord signé le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P. et portant sur un prêt d'un montant de huit millions de dollars américains (\$ US 8 000 000) destiné au soutien de la balance des paiements.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 22 août 1981.

Pour le Comité militaire de Salut national

Le Président :

Lieutenant-colonel Mohamed Khounaould HAIDALLA.

II. — DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU COMITE MILITAIRE DE SALUT NATIONAL

ACTES DIVERS :

// **DECRET** n° 86-D-81 du 28 juillet 1981 portant élévation dans l'ordre du Mérite national (promotion du 28 novembre 1979).

ARTICLE PREMIER. — Sont élevés à la dignité de *grand officier* dans l'ordre du Mérite national (*Istihqaq El Watani 'l Mauritanii*) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

— Ba Taleb, capitaine, C.Q.G.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

— Mohamed Abdallahiould Amar, fonctionnaire retraité.

ART. 2. — Sont promus au grade de *commandeur* dans l'ordre du Mérite national (*Istihqaq El Watani 'l Mauritanii*) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

— Camara Bukary, lieutenant, C.Q.G. ;
— Dicko Souleymane, lieutenant, C.Q.G. ;
— Djibril Birane, adjudant, C.Q.G. ;
— N'Diaye Alassane, adjudant-chef, C.Q.G. ;

ART. 3. — Sont nommés au grade d'*officier* dans l'ordre du Mérite national (*Istihqaq El Watani 'l Mauritanii*) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

— Mohamed Mahmoudould Dy, adjudant, C.Q.G. ;
— Abderrahmane Idi, adjudant, C.Q.G. ;
— Samba Maladel, adjudant, C.Q.G. ;
— Samba Mamadou, adjudant-chef, C.I.A.N. ;
— Diop Amadou Moussa, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Sidiould Lemgalef, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Viahould Lebattould Mayouf, colonel ;
— Mohamedould Elyould Mohamed, maréchal des logis, E.H.R.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

— Mohamed Salemould Addou, Cour suprême, Nouakchott.

ART. 4. — Sont nommés au grade de *chevalier* dans l'ordre du Mérite national (*Istihqaq El Watani 'l Mauritanii*) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

— Sao Samba, capitaine, chef bureau Personnel ;
— Mohamed Lemineould Zeine, capitaine, E.H.R. ;
— Mohamed Mahmoudould Deh, capitaine, E.H.R. ;
— Neyould Abdel Malick, capitaine, G.E.E.S. ;
— Diakite Mohamed, capitaine, E.H.R. ;
— Ahmedould Tolbaould Brahim, lieutenant, commandant compagnie de Kiffa ;
— Ba Abdoulaye Ousmane, sous-lieutenant, E.H.R. ;
— Wone Samba, gendarme, compagnie de Kaédi ;
— Moussa Nianguiri, gendarme, G.E.E.S. ;
— Babaould Hamda, gendarme, E.H.R. ;
— Ahmedould Ahmedould Mohamed, gendarme, compagnie d'Atar ;
— Mohamedould Haiballa, gendarme, brigade d'Akjoujt ;
— Ahmedould Sidi, gendarme, G.E.E.S. ;
— Mohamedould Bouh, capitaine, E.H.R. ;
— Oushaneould Mohamed, capitaine, adjoint commandant gendarmerie ;
— Djigo Mountou, sous-lieutenant, commandant compagnie de Kaédi ;
— Neneould Khouye, adjudant, 6^e Région militaire ;
— Abdoul Mamadou Dia, adjudant-chef, 6^e Région militaire ;
— Abou Hamady, adjudant, 6^e Région militaire ;
— Ba Djibril, adjudant, 6^e Région militaire ;
— Mohamedould Oumar, sergent, 6^e Région militaire ;
— Ethmaneould Mohamed Mahmoud, sergent-chef, 3^e Région militaire ;
— Cheikhould Bilal, caporal, 6^e Région militaire ;
— Mohamed Lemineould Jiddou, sergent-chef, C.Q.G. ;
— Dieryould Moctar, adjudant, C.Q.G. ;
— Sy Abdoulaye, adjudant, C.Q.G. ;
— Thiam Djigo, adjudant, C.Q.G. ;
— Chekroudould Mohamed, adjudant, C.Q.G. ;
— Mohamedould Saidou, sergent-chef, C.Q.G. ;
— Ba Amadou Demba, adjudant, C.I.A.N. ;
— Soumaré Samba Mamadou, adjudant, C.Q.G. ;
— Ghassoum Soussou, adjudant, C.Q.G. ;
— Khouyaould Khalifa, adjudant, C.Q.G. ;
— Mohamedould Julien, capitaine, C.Q.G. ;
— Bouhould Maloum, capitaine, gouverneur Trarza ;
— Coulibaly Cheikh, sous-lieutenant, C.Q.G. ;
— Mohamed Lemineould Moulaye, lieutenant, ministère de la Défense nationale ;
— Cimper Gabriel, commandant, gouverneur du District de Nouakchott ;
— Diop Hamath, sous-lieutenant, C.Q.G. ;
— Sangharé Mamadou, adjudant, 6^e Région militaire ;
— Isselmouould Messaoud, sergent, C.Q.G. ;
— Kone Adama, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Sangharé Adama, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Ibrahima Sow, adjudant, C.Q.G. ;
— Baould Hormtalla, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Mohamed Lemineould Chebib, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Sidiould Mohamed Delli, sergent, C.Q.G. ;
— Sid'Alyould Sid'Ahmed, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Moustaphaould Ahmed Dada, adjudant-chef, C.Q.G. ;
— Thiam Abdoulaye, adjudant-chef, C.Q.G.

PRÉSIDENTIE DU GOUVERNEMENT

— Diop Mama, chauffeur, Présidence du gouvernement.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU COMMERCE

- Niang Oumar Aliou, inspecteur du Trésor, Nouakchott.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'INFORMATION

- Gueye Youssouf, directeur adjoint de l'I.M.R.S., Nouakchott ;
- Mohamed El Hacén Fall, secrétaire particulier, Nouakchott.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

- Soumaré Ciré Gaye, inspecteur régional d'élevage en retraite à Kaédi.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

- Mohamed Lemine ould Moustapha, cadé au 1^{er} arrondissement de Nouakchott ;
- Mohamed Lemine ould Cheikh Benani, cadé au 4^e arrondissement de Nouakchott ;
- M^{me} Ba, née Khadijetou mint Mahmoud, directrice par intérim A.J.P. de Nouakchott.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

- Kamara Moustapha Saleck, inspecteur de la Jeunesse à Nouakchott ;
- Seye Cheikh Oumar Tidiane, directeur de l'Education physique et sportive.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT

- Bardas Hamoud, chef de service ;
- Abdel Wahab, chef de service ;
- Fall Atckhana, commandant l'aéroport de Nouakchott ;
- Ba Thily Samba, commandant l'aéroport de Nouadhibou ;
- Sall Harouna, délégué ;
- Barikalla ould Mohamed Lemine, maintenance Nouadhibou ;
- Mohamed Fall ould Gary, chef de la Climatologie ;
- Ba Samba Mamadou, chef du personnel ;
- Djiby Demba, maintenance Nouakchott ;
- Moulaye Mohamed, contrôle Météo ;
- Moulaye El Hacén ould Arbi, contrôle Météo ;
- Mass N'Diouk, chauffeur ;
- Ahmed Salem ould Moichine, représentant ;
- Ba Abdoul, ASECNA, Dakar.

ART. 5. — La médaille d'honneur de 1^{re} classe est conférée aux personnes dont les noms suivent (attribution du 28 novembre 1979) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

- Djiby Aliou, Ecogend, gendarme, Rosso ;
- Bousseif ould Mohamed Bousseif, maréchal des logis, brigade de Tintane ;
- Hamzatta, ould Cheibany, adjudant, ministère de la Défense nationale ;
- Ahmed Salem ould Ely, maréchal des logis, commandant la brigade d'Aioun ;
- Djigo Mountou, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- Niass Samba, gendarme, brigade de Tamchackett ;
- Mohamed Mahmoud ould Hamody, adjudant, escadron d'Ak-joujt ;
- Abey ould Biya, gendarme, brigade prévôtale ;
- Ahmedou ould Mohamed Moctar, gendarme, brigade d'Ak-joujt ;
- Mohamed ould Sid'Ahmed, adjudant, commandant la brigade de Rosso ;
- Sid'Ahmed ould Deh, sous-officier O.P.J., E.H.R. ;
- Sid'Ahmed ould Mohamed, sous-officier O.P.J., commandant la brigade de Rosso ;
- Chiebe ould Bah, gendarme, brigade de R'Kiz ;
- Cheikhna ould Tarrarit, sous-officier O.P.J., commandant la brigade de Kiffa ;
- Aidara Moulaye, maréchal des logis, E.H.R. ;
- Sow Adama Amadou, gendarme, compagnie de Kiffa ;
- Mohamed ould Mohamed ould H'Reitany, maréchal des logis-chef, commandant la brigade douanière ;
- Mohamedine ould Brahim Seck, gendarme, Maghata-Lahjar ;
- Sall Ciré Djiby, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;

- Ahmed ould Ramdane, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Djimera Moussa, gendarme, détenu en Algérie ;
- Ahmed Ramdane Sylla, adjudant-chef, compagnie de Kiffa ;
- Amar ould Mohamed, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de Gouéra ;
- Amadou Cissé, maréchal des logis, commandant la brigade de Nouadhibou ;
- Massa ould Mohamed, maréchal des logis, compagnie d'Aioun ;
- Sall Samba, gendarme, brigade de Nouadhibou ;
- Ahmed ould T'Feil, gendarme, brigade de Néma ;
- Ely ould Mohamed Jiddou, élève officier, étranger ;
- Ahmed Salem ould Ely, gendarme, Ecogend, Rosso ;
- Mohamed Abdallahi ould Bakar, gendarme, compagnie de Kiffa ;
- Ba Demba, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Sow Amadou, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Ahmed ould Sidi Mahmoud, gendarme, compagnie d'Aioun ;
- Ahmed ould Khayar, gendarme, compagnie d'Aioun ;
- Sarr Yeor Tacko, gendarme, E.H.R. ;
- Demba N'Douka, gendarme, G.E.E.S. ;
- Bakar ould Seika, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Mohamed ould Mohamed Salem ould Chah, adjudant ;
- Mohamed ould Yamda, adjudant, S.A.V.F. ;
- Khalifa Hamady Abass, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Mohamed ould El Hafed ould Sauck, adjudant-chef, C.Q.G. ;
- Dieng Oumar Harouna, capitaine, C.Q.G. ;
- Soumaré Silman, capitaine, E.M.I.A. ;
- Hocma ould Abdel Salam, 3^e Région militaire, sergent ;
- Sidi ould El Bechir, sergent-chef, 5^e Région militaire ;
- Diallo Yahya Mika, sergent, 3^e Région militaire ;
- Mohamed ould Mayoud, sergent-chef, 3^e Région militaire ;
- Dieng Samba Ousmane, adjudant, 3^e Région militaire ;
- Demba Demo, adjudant-chef, 5^e Région militaire ;
- Mohamed ould Allaty, adjudant, 5^e Région militaire ;
- Boubacar ould Boussalif, sergent-chef, 5^e Région militaire ;
- Sidiya ould Mohamed, commandant, 2^e Région militaire ;
- Sidi Siby, adjudant, C.I.A.N.

PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

- Ahmed ould Kedim, chauffeur, Présidence du gouvernement ;
- Souleymane Fall, chauffeur, Présidence du gouvernement ;

ART. 6. — La médaille d'honneur de 2^e classe est conférée aux personnes dont les noms suivent (attribution du 28 novembre 1979) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

- Seck Mamadou Lamine, adjudant, E.H.R. ;
- Soumaré Bagny, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Gaye Samba Mamadou, gendarme, Ecole de Rosso ;
- Mohamed Lemine ould Cheikh, gendarme, G.E.E.S. ;
- Brahim ould Jiddou, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- Mohamed Yeslem ould Choumade, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- Kamara Mamadou Kaba, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Sow Ahmeth, sous-lieutenant, compagnie de Nouakchott ;
- Mohamed ould Souleimane, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Samba ould Sidi Mohamed, gendarme E.H.R. ;
- Mohamed ould El Mamy, maréchal des logis, commandant la brigade de Méderdra ;
- Taleb ould Mohamed Abdallahi, maréchal des logis, commandant la brigade de Zouératt ;
- Cheikh M'Bodji, maréchal des logis-chef, G.E.E.S. ;
- Ousmane Gaye, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Ba Demba Samba, maréchal des logis-chef, brigade de M'Bout ;
- Gaye Moustapha, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- N'Diaye Amadou Baidy, maréchal des logis, Ecogend, Rosso ;
- Sy Saada, maréchal des logis, brigade de Selibaby ;
- Cheikh Lemine ould Abderrahmane, gendarme, brigade de Nouakchott ;
- Sarr Belle, gendarme, brigade de Kaédi ;
- Mohameden ould Dah, maréchal des logis-chef, compagnie de Kaédi ;
- Diop Oumar, maréchal des logis, E.H.R. ;
- M'Haida ould Mohamed Salem, gendarme, E.H.R. ;
- Malick Niaing, gendarme, E.H.R. ;
- Mamadou Alassane, maréchal des logis-chef, commandant la brigade d'Atar ;
- Abdoulaye Moussa Coulibaly, gendarme, G.E.E.S. ;
- Baba ould Ghoueiliya, maréchal des logis, compagnie de Kaédi ;

- Tounkara Charles, maréchal des logis, commandant la brigade de Tidjikja ;
- Abdellahiould El Id, maréchal des logis, commandant la brigade de M'Bagne ;
- Lekoueryould Mohamed M'Bareck, maréchal des logis-chef, E.M.I.A. Atar ;
- Khattryould H'Mayada, maréchal des logis, escadron de Tidjikja ;
- N'Diaye Abdoulaye, maréchal des logis, commandant de brigade ;
- Mohamed Mahmoudould Cheikh, gendarme, compagnie d'Aïoun ;
- Djiadeould M'Bareck, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Sagho Boubou, maréchal des logis, E.H.R. ;
- Diakite Abdou, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Chekroudould Ahmed Amar, gendarme, brigade d'Aleg ;
- Tall Abdoulaye Ousmane, maréchal des logis, commandant la brigade de Tembedra ;
- Tall Ousmane Aliou, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de Kerr Macène ;
- Dombia Moussa, gendarme, brigade de Timbédra ;
- Kane N'Diaye, maréchal des logis, brigade d'Akjoujt ;
- Moctarould Abeidy, gendarme, compagnie d'Aïoun ;
- Mohamedould Oumarou Touré, gendarme, brigade de Moudjéria ;
- Mohamedould Cheikhould Abdallahy, maréchal des logis, brigade de Rosso ;
- El Hacenould Mohamed Vall, maréchal des logis, commandant la brigade de Moudjéria ;
- Kane Abdoulaye, gendarme, E.H.R. ;
- Sy Abdoulaye Hamady, gendarme, E.H.R. ;
- Brahimould El Moctar, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Sory Samake, gendarme, brigade de Boghé ;
- Mohamed Alyould Mahfoud, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Diallo Birama, gendarme, brigade de Kerr Macène ;
- Sidi Mohamedould Abdel Kader, gendarme, brigade de Moudjéria ;
- Thiam Abou, gendarme, compagnie d'Aïoun ;
- Camara Bilal, maréchal des logis-chef, commandant d'Akjoujt ;
- Diallo Breyka, gendarme, détenu en Algérie ;
- N'Diaye Daouda, adjudant-chef, commandant la brigade de Nouadhibou ;
- Baidy Boubou Zanke Dembele, adjudant, commandant la brigade de Nema ;
- Babaould Amar, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de Boutillimit ;
- Baibanyould Mohamed, maréchal des logis, commandant la brigade de Kankossa ;
- Taleb Bouyaould Maissara, gendarme, E.M.I.A., Atar ;
- Moctarould Mohamed Brahim, maréchal des logis, commandant la brigade d'Aleg ;
- Ahmed Saloumould Amar Salem, gendarme, escadron d'Aïoun ;
- Samba Fall, adjudant, stage à l'étranger ;
- Cheikh Ahmedould Abba, gendarme, G.E.E.S. ;
- Niame Thioumbe, maréchal des logis, escadron d'Aïoun ;
- Fall Idrissa, gendarme, G.E.E.S. ;
- Oumarould Mohamed, maréchal des logis-chef, Bir Mougreine ;
- Fallould El Ghacem, gendarme, brigade maritime ;
- N'Diaye Aly Silla, gendarme, G.E.E.S. ;
- Bamba Fall, maréchal des logis-chef, compagnie de Nouadhibou ;
- Hafdoullahould Cheikh Sidi, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Mohamed Mahmoudould Ahmed Baba, maréchal des logis, commandant la brigade d'Atar ;
- Diabira Bocar Adama, gendarme, E.H.R. ;
- Ahmedould Toinsy, adjudant, stage à l'étranger ;
- Fall Back, gendarme, Moudjéria ;
- Moussa Hamidou Diaw, gendarme, G.E.E.S. ;
- Isselmouould Jeilani, lieutenant, 3^e Région militaire ;
- Sid'Ahmedould Boilil, capitaine, C.Q.G. ;
- Dellahiould Yaya, sergent-chef, C.I.A.N. ;
- Mohamedould Oueissatt, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
- Cheikroudould Mohamed, adjudant, C.Q.G. ;
- Aininaould Sidi El Moctar, sergent, 6^e Région militaire ;
- Mazouzould Boyah, sergent-chef, C.I.A.N. ;
- Mohamedould Abdel Wahab, sergent, C.I.A.N. ;
- Ahmedould Inallah, caporal, C.I.A.N. ;
- Sidi Mohamedould Sidi Labeid, 1^{re} classe, C.I.A.N. ;
- Sy Adama, sergent, C.I.A.N. ;
- Aboubechrineould Baby, caporal, C.I.A.N. ;
- Imagineould Atick, caporal, C.I.A.N.

PRÉSIDENTIE DU GOUVERNEMENT

- Watt Abdoul Wahab, planton, Présidence du gouvernement.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

- Kaberould M'Borick, 1^{re} classe, C.I.A.N. ;
- Moussaould Abade, caporal, C.I.A.N. ;
- Ely Salemould Boulkair, caporal, C.I.A.N. ;
- Mamadou Abdoulaye Diaw, sergent, C.I.A.N. ;
- Sidiould R'Chid, adjudant, C.I.A.N. ;
- Sy Birane, sergent, C.Q.G. ;
- Ba Saidou Samba, adjudant, 3^e Région militaire ;
- M'Bodji Abdoulaye, caporal, GARIM ;
- Lebattould Hachim, 1^{re} classe, GARIM ;
- Salemould Youba, sergent-chef, C.Q.G. ;
- M'Bow Samba, sergent, C.I.A.N. ;
- Gadio Mamadou, sergent, C.I.A.N. ;
- Ba El Hadj, sergent, C.I.A.N. ;
- Diarra Birana, adjudant, C.I.A.N. ;
- Bouya Ahmedould Bougoutaya, sergent-chef, C.I.A.N. ;
- Limameould Baba Wafi, adjudant, 3^e Région militaire ;
- Boubacarould Elimine, sergent, 3^e Région militaire ;
- Brahim Maiga, sergent-chef, 3^e Région militaire ;
- Brahimould Foil, sergent, 3^e Région militaire ;
- Sidiould El Khaire, sergent, 3^e Région militaire ;
- Yeslemould Abeid, sergent, 3^e Région militaire ;
- Houdyould Sidina, sergent-chef, 3^e Région militaire ;
- Brahimould Moctar, sergent-chef, 3^e Région militaire ;
- Feililould Mohamed, sergent, 5^e Région militaire ;
- Moctarould Abeid, adjudant-chef, 3^e Région militaire ;
- Mohamedould Menkouss, caporal, 5^e Région militaire ;
- Cheikhould Mohamed, sergent-chef, 5^e Région militaire ;
- Bolieould Moctar, sergent, 5^e Région militaire ;
- Diop Mamadou Amadou, sergent, C.Q.G. ;
- Lo Aliou Abdoulaye, sergent-chef, 3^e Région militaire.

ART. 7. — La médaille d'honneur de 3^e classe est conférée aux personnes dont les noms suivent (attribution du 28 novembre 1979) :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

- Dieng Mamadou Abdoulaye, maréchal des logis-chef, comptable Cabinet militaire ;
- Dicko Mohamed, gendarme, Ecole Rosso ;
- Ba Alassane Mamadou, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Mohamed Lemineould Taleb Ousmane, gendarme, E.H.R. ;
- Diallo Djibril, sous-lieutenant, 1^{re} Région militaire ;
- Ba Ibrahim, gendarme, 6^e Région militaire ;
- El Mouceinould Mohamed Fall, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Elyould M'Haimid, gendarme, brigade d'Akjoujt ;
- Diop Abou Hamidou, gendarme, compagnie de Kaédi ;
- Ahmeth Lo, gendarme, E.H.R. ;
- Brahimould El Bah, maréchal des logis, commandant la brigade d'Awsereid ;
- Abdoulaye M'Bengue, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de Tamchekett ;
- N'Diaye Bocar Aly, maréchal des logis, brigade de M'Bout ;
- Diop Amadou, maréchal des logis, adjoint au commandant de la brigade de Nouadhibou ;
- Ahmedould Elyould Lele, maréchal des logis, compagnie de Kaédi ;
- Fall Ridiaw, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Mohamedould Abdemoullana, maréchal des logis, escadron d'Aïoun ;
- Diallo Wally, maréchal des logis, commandant la brigade de Maghta-Lahjar ;
- Bal Djiby, maréchal des logis, commandant la brigade de M'Bout ;
- Mohamed Saleckould Ramdane, gendarme, compagnie d'Aïoun ;
- Brahimould Geguedy, gendarme, escadron de Tidjikja ;
- Mohamed Mahmoudould Mohamedou, gendarme, stage à l'étranger ;
- Ahmed El Moctarould Kerkoub, gendarme, compagnie d'Atar ;
- Sidi Abdallahi Silla, gendarme, brigade douanière ;
- Mohamed Salemould Mory, maréchal des logis, compagnie d'Atar ;
- Fall Cedik, maréchal des logis, E.H.R. ;

- Sarr Abdel Aziz, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Brette Sourake, gendarme, E.H.R. ;
- Mohamed El Walidould Idoumou, maréchal des logis, escadron de Bassiknou ;
- Mohamed Mahmoudould Boutarfaya, gendarme, brigade d'Aoujeft ;
- Mohamedould Kerkoub, gendarme, compagnie de Nouadhibou ;
- Sidibé Abou, sous-lieutenant, 1^{re} Région militaire ;
- Yahya N'Diaye, gendarme, G.E.E.S. ;
- Elyould Boulkeur, gendarme, compagnie d'Atar ;
- Lehibould Hamady, sous-lieutenant, 3^e Région militaire ;
- Aboubekrine Aldouma Wade, sous-lieutenant, 6^e Région militaire ;
- Sidi Mohamedould Jeilani, maréchal des logis, E.H.R. ;
- Mohamedould Bettar, adjudant, E.H.R. ;
- Slemhoumould Jeilani, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- Sy Mamadou Harouna, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- Sid'Ahmedould Jeniess, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- Cheikhould Tellaf, gendarme, compagnie d'Aïoun ;
- Sao Abdel Kerim, gendarme, Ecole de gendarmerie ;
- Ba Oumar, maréchal des logis, brigade de l'Air ;
- Diabira Cheikh, maréchal des logis, compagnie de Kaédi ;
- Abdeidyould Dahould R'Hil, gendarme, G.E.E.S. ;
- Abdoulaye Yero, maréchal des logis, compagnie de Kiffa ;
- Dahoould Mattalla, adjudant, E.H.R. ;
- Djigaould Mohamed, gendarme, brigade de M'Bagne ;
- Diallo Gerard, maréchal des logis-chef, Ecole de Rosso ;
- Diagana Mamadou, gendarme, E.H.R. ;
- Diabira Amara, maréchal des logis-chef, E.H.R. ;
- Adama Diouf, maréchal des logis, E.H.R. ;
- Mamadou Dembele, adjudant, stage à l'étranger ;
- Elyould M'Boirik, gendarme, E.H.R. ;
- Ba Adama Hamady, maréchal des logis, Ecogend, Rosso ;
- Lam Thierno Bary, adjudant, G.E.E.S. ;
- Sy Alioune, maréchal des logis, G.E.E.S. ;
- M'Bodji Abdou Gaye, gendarme, E.H.R. ;
- Mamadou Samaba, sous-lieutenant, E.H.R. ;
- El Idould Maissara, maréchal des logis, compagnie d'Atar ;
- Moctarould Eleyouta, maréchal des logis, commandant la brigade de Tidjikja ;
- Mohamed Lemineould Ethmane, gendarme, brigade de Selibaby ;
- Mohamed Lemineould Faradji, gendarme, brigade de Selibaby ;
- Diaould Zoum-Zoum, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de Aoujeft ;
- Isselmouould Ethmane, maréchal des logis, commandant la brigade de Dahkla ;
- Samake Ba Moussa, gendarme, brigade de Kaédi ;
- Ba Abdoul Demba, maréchal des logis, escadron de Ould Yengé ;
- Mohamed Fallould Abdel Kader, maréchal des logis, E.H.R. ;
- Boubacar Sao, gendarme, brigade de Nema ;
- Cheikh Nagiould Henoun, maréchal des logis, détenu en Algérie ;
- Assane Doumbia, adjudant, C.Q.G. ;
- Souleymane Bocar, adjudant, C.Q.G. ;
- Amdou Samba, adjudant, C.Q.G. ;
- Yakoubould Achour, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
- Mohamedould Moctar, sergent, 6^e Région militaire ;
- Nagiould Moustapha, caporal, C.Q.G. ;
- Babaould Zeine, caporal, C.Q.G. ;
- Abdellahiould Ahmedou, caporal, C.Q.G. ;
- Sy Abdoulaye El Houcein, caporal, C.Q.G. ;
- Sid'Ahmedould Mane, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamed Saleckould Sidi, sergent, C.Q.G. ;
- Sidi Ahmedould Brahim, sergent, C.Q.G. ;
- Moussa Hamady, sergent, C.Q.G. ;
- Taquiould Cheikh Amar, caporal, C.Q.G. ;
- Aly Maiga, caporal, C.Q.G. ;
- Sy Ousmane, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamedould Soueidy, sergent, C.Q.G. ;
- N'Diaye Sileye, sergent, C.Q.G. ;
- Abderrahmaneould Regad, sergent, C.Q.G. ;
- Diakite Bouboutt, sergent, C.Q.G. ;
- Abdel Vetahould Mohamed, sergent, C.Q.G. ;
- Sid'Ahmedould Mane, sergent, C.Q.G. ;
- Saleckould Kory, sergent, C.Q.G. ;
- M'Bareckould Mahmoud, sergent, C.Q.G. ;
- El Horould Moussa, sergent, C.Q.G. ;
- Abdellahiould Mohamedould Ahmed, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Sidinaould Maouloud, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Farajouould Abdeilahi, sergent, C.Q.G. ;
- Isselmouould Messoud, sergent, C.Q.G. ;
- Cheikh Ousmane, adjudant-chef, C.Q.G. ;
- Konte Oumar Mody, sergent, S.A.V.F. ;
- Mory Traoré, sergent, C.Q.G. ;
- Messaoudould Saleck, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamedould Ahmed Salem, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamedould Ahmed Salem, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamedould Achour, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamed Honnebil, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Sy Issa Ladj, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Mohamed M'Bareckould Elemine, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Cheikh Samory Soule, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Moctarould M'Bareck, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Mohamedould Souleye, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Ahmed Salemould Ahmed, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Diarra Harouna, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Soueiddattould Sid'Ahmed, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Abderrahmane Cissé, sergent, C.Q.G. ;
- Boubacarould Amarould Sidi Brahim, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Sidibe Boubacar, adjudant, C.Q.G. ;
- Salemould Mahmoud, sergent, C.Q.G. ;
- Mohamedould Aoufli, caporal, C.Q.G. ;
- Ballyould Ahmed Fall, caporal, C.Q.G. ;
- Mohamed Salemould Sy, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Mohamedould Mahmoud Lemine, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Ahmedould Maissiry, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Waiga Bakary, adjudant, C.Q.G. ;
- Sy Demba Samba, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Dia Mamadou Khalidou, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Fassa Yerim, médecin lieutenant, C.Q.G. ;
- Brahimould Nahaould Mohamed Salem, caporal, C.Q.G. ;
- Mohamedould Be Bediour, adjudant, C.Q.G. ;
- Mohamedould Mohamed Salem, sergent, C.Q.G. ;
- Thiobery Thiam, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Ahmed Saloumould Maloum, sergent, C.Q.G. ;
- Bakarould Souleymane, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Mohamedould Koulass, adjudant, C.Q.G. ;
- N'Diaye Samba Saidou, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Wone Hamady, adjudant-chef, C.Q.G. ;
- Neneould Hadrami, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Wa Lyould Sidi Bouna, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- Coulibaly Mamadou, adjudant, C.Q.G. ;
- Almami Diaby, adjudant, C.Q.G. ;
- Mohamedould Mohamed Saloum, adjudant, C.Q.G. ;
- Ismailould Maouloud, caporal, C.Q.G. ;
- Ismaïlla Faye, C.Q.G. ;
- Mohamed Lemineould N'Deyaneould Hacen, capitaine, C.Q.G. ;
- Mohamedould Sid'Ahmed Lakhall, capitaine, 5^e Région militaire ;
- Dieng Rawane, dit Oumarould Semani, lieutenant, C.Q.G. ;
- Camara Diaby, capitaine, C.Q.G. ;
- Sidibe Toumany, capitaine, Dir. Air ;
- Ahmedould Daddah Minih, capitaine, 4^e Région militaire ;
- Cheikh Sid'Ahmed, capitaine, 6^e Région militaire ;
- Mohamed Lemineould Babaould Souffi, 2^e classe, C.Q.G. ;
- Breikaould M'Bareck, lieutenant, C.I.A.N. ;
- Isselmouould Baba, adjudant, 6^e Région militaire ;
- Maminaould Maouloud, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
- M'Baye Fall, sergent-chef, C.Q.G. ;
- Saadnaould El Jilly, sergent, 5^e Région militaire ;
- Amarould Sid'Alle, 2^e classe, 5^e Région militaire ;
- Diallo Alioune, sergent, 6^e Région militaire ;
- Oumarould Mahmoud, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
- Keley Amadou Saada, caporal, 6^e Région militaire ;
- Baba Diallo, 2^e classe, 5^e Région militaire ;
- Mohamed Lemineould Bouverre, caporal, 5^e Région militaire ;
- Ahmedould Aleyouta, sergent, 5^e Région militaire ;
- Sid'El Moctarould Abdallahi, adjudant, 5^e Région militaire ;
- Brahimould Nahah, caporal, 5^e Région militaire ;
- Sidi Mohamedould Issani, sergent, 6^e Région militaire ;
- Elyould Alay, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
- Yemehlouould Mohamed, 1^{re} classe, 5^e Région militaire ;
- Alyould Beh, 1^{re} classe, 5^e Région militaire ;
- Cherif Ahmedould Weda Ny, 1^{re} classe, 5^e Région militaire ;
- Cheikhould Ely Mahmoud, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
- Mohamedould Abdallahi, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
- Eyaould Inalla, caporal, 6^e Région militaire ;
- Mohamedould Molouin, caporal, 6^e Région militaire ;
- Sidiould Ely, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
- M'Bodji Abdoulaye, caporal, GARIM ;

— Sy Abderrahmane, caporal, GARIM ;
 — El Ghacemould Alati, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Ahmedould Breye, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Mohamed El Moustapha, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Mamadou Oumar, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Mohamedould Alioune, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Ethmaneould Bengnough, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Djibril Arranga, sergent, GARIM ;
 — El Moctarould Mohamed, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Selmaould Sid'Ahmed, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Sid'Ahmedould Saka, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Elyould Mohamed Le Kher, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Hmeidiould M'Khaittratt, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Saleckould Lebatt, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Ahmedould Mohamedou, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Oumarould Abeid, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Ahmedould Aroussi, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Bouhould Ebnou Oumar, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Abdallahiould Amar, 2^e classe, C.Q.G. ;
 — Amarould Sidi Mohamed, 2^e classe, C.Q.G. ;
 — Elyould Mohamed, caporal, C.Q.G. ;
 — Sidiould Dedda, caporal, C.Q.G. ;
 — Mohamed Salemould Sidi, caporal, C.Q.G. ;
 — Emeyineould Cehibani, sergent, C.Q.G. ;
 — Mohamedould M'Beirick, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Mohamedould Amar, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Sid'Ahmedould Hamoud, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Isselmouould M'Boirick, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Jaaferould Sidaty, caporal, C.Q.G. ;
 — Diaw Thierno Demba, caporal, C.Q.G. ;
 — Sangharé Samba Goumel, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
 — Mohamedould M'Bareck, 1^{re} classe, C.Q.G. ;
 — Assane Mamadou, sergent, C.Q.G. ;
 — Ousmane Dieng, caporal, C.Q.G. ;
 — Diop Amadou, caporal, C.Q.G. ;
 — Salemould El Khair, caporal, C.Q.G. ;
 — Yeslemould Alioune, 2^e classe, C.Q.G. ;
 — Elyould Bakar Dih, caporal, C.Q.G. ;
 — Mohamed Fallould Lemrabatt, capitaine, 3^e Région militaire ;
 — Salemould Memou, lieutenant ;
 — Diop Abdoulaye Demba, capitaine, 1^{re} Région militaire ;
 — Dahaneould Ahmed Mahmoud, lieutenant, C.Q.G. ;
 — El Hadjiould Mohamed, caporal, 6^e Région militaire ;
 — N'Diaye Djiby, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Mohamed Babaould Hacen, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Moctarould Saleck, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Brahimould Mohamed, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Amarould Ahmed Salem, caporal, 6^e Région militaire ;
 — M'Boup Mamadou, sergent, 6^e Région militaire ;
 — El Hacenould Bilal, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Sidi Ahmedould Henoun, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Diallo Abdoulaye, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Nagiould Bleil, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Ould Ehlouould Yadali, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Mohamedould Abdallahi, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Cheikhould Boubacar, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Maouloud Bellali, lieutenant, 6^e Région militaire ;
 — Sellakould Beih, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Hamoudould Mohamed Zein, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Cheikhould Fidna, adjudant, 6^e Région militaire ;
 — Sidi Mohamedould Kory, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Isselmouould Babé, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Taleb Ahmedould Nall, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Sid'Ahmedould Ameynatt, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Sid'Brahimould Abdallahi, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Soueilimould Sidi, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Djibril Siley, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Habjaould Isselmou, sergent, 5^e Région militaire ;
 — Sidi El Moctarould Jiddou, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Amadou Sy, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Mohamed Saleckould Amar, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Sidi Babaould Avoulovat, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Mamadou Alioune, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Hacenould Sid'Ahmed, sergent-chef, 6^e Région militaire ;
 — Abdoulaye Bayal, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Ahmedouould Vhji, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Mouhamedould El Kory, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Hafedould Khairy, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Mohamedould Boutarfaya, adjudant, 6^e Région militaire ;
 — Mohamedould Baba Mody, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Sedickould Amaye, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Ba Malal, caporal, 6^e Région militaire ;

— Mohamedould Sidi, sergent, S.A.V.F. ;
 — Khazizould Seiny, sergent, 6^e Région militaire ;
 — El Walyould Hadhya, adjudant, 6^e Région militaire ;
 — Elyould Thioub, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Diouf Khalidou, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Mohamedould Beida, sergent, 3^e Région militaire ;
 — Sidi Mohamedould Mah, sergent, 3^e Région militaire ;
 — Abdallahiould Oumar, adjudant-chef, 3^e Région militaire ;
 — Abdallahiould Sid'Ahmed, adjudant, 3^e Région militaire ;
 — Mohamed Mahmoudould Sidi, sergent-chef, 3^e Région militaire ;
 — Ahmedould Mini, caporal, C.Q.G. ;
 — Ahmedould Bilal, caporal, C.Q.G. ;
 — Ba Ousmane Abdoul, caporal, C.I.A.N. ;
 — Ba Khalidou, sergent, C.I.A.N. ;
 — Mohamedould El Hadji, 1^{re} classe, C.I.A.N. ;
 — Ismaila Mamadou, sergent, C.I.A.N. ;
 — Sow Adama, sergent-chef, C.I.A.N. ;
 — Diop Daouda, sergent-chef, C.I.A.N. ;
 — Mamadou Vall, caporal, C.I.A.N. ;
 — Mohamedould Brahim, 1^{re} classe, C.I.A.N. ;
 — Daouda M'Bareck, caporal, C.I.A.N. ;
 — Attihallaould Ahmed M'Bareck, adjudant, GARIM ;
 — Diako Samba, sergent-chef, GARIM ;
 — Ahmed Salemould Ahmed Salem, sergent, GARIM ;
 — Ahmedould Cheikh, sergent, 3^e Région militaire ;
 — Sy Khalidou Siley, caporal, C.I.A.N. ;
 — Sow Mamadou, sergent, 6^e Région militaire ;
 — Ahmedould Mohamed Telimidy, sergent, C.I.A.N. ;
 — N'Diaye Demba, adjudant, C.I.A.N. ;
 — Itawel Oumrouould Neck, sergent, S.A.V.F. ;
 — Thiam Ibrahim, sergent, 3^e Région militaire ;
 — Mohamedould Foil, sergent, 3^e Région militaire ;
 — Hamadyould El Hadji, caporal, C.I.A.N. ;
 — Mohamed Lefdalould El Hadji, sergent-chef, C.I.A.N. ;
 — Aw Mamadou Demba, sergent, S.A.V.F. ;
 — Saidou Diak, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Brahimould Houssein, caporal, 6^e Région militaire ;
 — Sidi Abdallahiould Skair, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Lo Moussa Mama, sergent, S.A.V.F. ;
 — Mohamed Bounaould M'Bareck, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;
 — Yero Hamatt, 2^e classe, 6^e Région militaire ;
 — Sidiould Radî, 1^{re} classe, 6^e Région militaire ;

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

— Khadimould Sid'Ahmed, greffier, Rosso ;
 — Ahmedould Bellahi, greffier, Nouakchott ;
 — Sy Djibril, chef Secrétariat ministère de la Justice ;
 — Mohamed El Hacenould Haouya, greffier, Kiffa ;
 — Diallo Alassane, greffier, Nouakchott.

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

— Amadou Gaye, chauffeur, Présidence du gouvernement.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

— Inegihould Mohamed Salem, instituteur, chef Secrétariat du M.J.S.A.T. ;
 — Sid'Ahmed Fall, dit Dah, secrétaire de direction du M.J.S.A.T. ;
 — Dieng Mika, instituteur, économiste du M.J.S.A.T. ;
 — Zergane Abderrahmane, planton du M.J.S.A.T.

DECRET n° 99-81 du 4 août 1981 mettant fin aux fonctions d'un membre du gouvernement.

ARTICLE PREMIER. — Il est mis fin aux fonctions du lieutenant de vaisseau Dahaneould Ahmed Mahmoud, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

ART. 2. — Les fonctions de ministre des Affaires étrangères et de la Coopération seront assurées par le Premier ministre.

DECRET n° 81-168 du 4 août 1981 portant nomination d'un chef de service et d'un chef de division.

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés, à compter du 22 juin 1981, au cabinet civil de la Présidence du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat :

- *Chef du service administratif et financier :*
M. Hamady Baya N'Diaye, agent technique du Trésor.
- *Chef de la division de l'ordre au service du Secrétariat particulier :*
M. Ahmed ould M'Boirik, secrétaire d'administration générale.

DECRET n° 101-81 du 6 août 1981 mettant fin aux fonctions du directeur de la Documentation.

ARTICLE PREMIER. — Le lieutenant Mohamed Saïd ould El Houssein est démis de ses fonctions de directeur de la Documentation au cabinet du Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat.

ARRETE n° 422 du 6 août 1981 mettant fin aux fonctions du conseiller de presse.

ARTICLE PREMIER. — Il est mis fin aux fonctions de M. Mohamed ould Hamadi, conseiller de presse à la Présidence du Comité militaire de salut national.

ARRETE n° 423 du 6 août 1981 portant nomination d'un conseiller chargé du bureau de presse au cabinet du Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat.

ARTICLE PREMIER. — M. Ebnou ould Ebnou Abden, instituteur bilingue, est nommé conseiller, chargé du bureau de presse au cabinet du Président du Comité militaire de salut national, chef de l'Etat.

DECRET n° 102-81 du 10 août 1981 portant nomination d'un membre du gouvernement.

ARTICLE PREMIER. — Le commandant Ahmed ould Minnih est nommé ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

ART. 2. — Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

ACTES DIVERS :

DECRET n° 103-81 du 12 août 1981 mettant fin aux fonctions de M. Mohamed Yehdih ould Breideleil.

ARTICLE PREMIER. — Il est mis fin aux fonctions de M. Mohamed Yehdih ould Breideleil, secrétaire général de la Présidence du gouvernement.

DECRET n° 104-81 du 12 août 1981 portant nomination du secrétaire général de la Présidence du gouvernement.

ARTICLE PREMIER. — M. Sidi ould Ahmed Deya, administrateur des régies financières, est nommé secrétaire général de la Présidence du gouvernement.

DECRET n° 81-186 du 20 août 1981 portant nomination d'un directeur de service.

ARTICLE PREMIER. — M. Sghair ould M'Bareck, greffier, est nommé directeur administratif et financier à la Présidence du gouvernement à compter du 24 juillet 1981.

Secrétariat permanent du Comité militaire de salut national chargé de l'information :

ACTES DIVERS :

DECRET n° 81-170 du 4 août 1981 portant nomination de deux fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés au Secrétariat permanent du Comité militaire de salut national, chargé de l'Information, à compter du 11 juin 1981 :

- *Directeur de l'Information et des Relations extérieures :*
M. Mohamed Habiboullah ould Abdou, écrivain journaliste.
- *Chef de la division chargé du Secrétariat central :* M. Hamoud ould Abeidallah, secrétaire d'administration générale bilingue.

DECRET n° 81-172 du 4 août 1981 portant nomination de deux fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés au Secrétariat permanent du Comité militaire de salut national, chargé de l'Information, à compter du 23 avril 1981 :

- *Chef de service des Publications :* M. Moussa Demba Diallo, reporter journaliste.
- *Chef de service des Etudes et de la Coordination :* M. Brahim ould Mahmoud, écrivain journaliste auxiliaire.

ARRETE n° 435 du 14 août 1981 portant détachement d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Mohamed ould Cheikh Abdallahi, écrivain journaliste de 2^e classe, 3^e échelon (indice 950), est, à compter du 14 mai 1981, détaché auprès de la Société nationale pour le développement rural (SONADER).

ART. 2. — La Société nationale pour le développement rural assurera, pendant la durée du détachement, les services de la rémunération et des congés administratifs de l'intéressé, en application des dispositions des décrets n° 62-023 du 17 janvier 1962 et 72-258 du 27 novembre 1972 susvisés.

Elle reste redevable, envers le Trésor de l'Etat, du montant de la contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé.

Ministère de la Défense nationale :

ACTES DIVERS :

ARRETE n° 396 du 22 juillet 1981 portant régularisation de maintien d'un sous-officier.

ARTICLE PREMIER. — Le sergent Cheikh ould Choumad, mle 61315, du Cadre général, en service à la C.Q.G., est maintenu en activité de service pour la période du 5 mai 1971 au 15 juillet 1981, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 77-015 du 17 janvier 1977 modifiant la loi n° 62-132 du 29 juillet 1962 sur le recrutement de l'Armée nationale.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE n° 397 du 22 juillet 1981 portant admission à la retraite d'un sous-officier.

ARTICLE PREMIER. — Le sergent Cheikh ould Choumad, mle 61315, en service à la C.Q.G., est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite proportionnelle à compter du 15 juillet 1981.

ART. 2. — Il totalise au 15 juillet 1981 : 19 ans, 5 mois et 28 jours de service.

ART. 3. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE n° 400 du 22 juillet 1981 portant admission à la retraite d'un homme de troupe.

ARTICLE PREMIER. — Le caporal Sidi Mohamed ould Mehdi, mle 60000, en service au S.A.M. (Secteur autonome méhariste), est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite proportionnelle à compter du 15 juillet 1981.

ART. 2. — Il totalise au 15 juillet 1981 : 21 ans, 9 mois, 20 jours de service dans l'Armée nationale.

ART. 3. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE n° 402 du 22 juillet 1981 portant régularisation de maintien en activité de service d'un sous-officier.

ARTICLE PREMIER. — L'adjudant-chef Amar ould Meiloud, mle 59131, du Cadre général, en service à la 6^e Région militaire, est maintenu en activité de service pour la période du 27 mars 1974 au 15 septembre 1981, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 77-015 du 17 janvier 1977 modifiant la loi n° 62-132 du 29 juillet 1962 sur le recrutement de l'Armée nationale.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

DECISION n° 1249 du 31 juillet 1981 portant acceptation de démission de personnel de la Gendarmerie nationale.

ARTICLE PREMIER. — L'offre de démission présentée, le 4 mai 1981, par le gendarme de 2^e échelon Ba El Housseynou, mle 730, est acceptée. La radiation des contrôles de l'intéressé est fixée au 1^{er} juillet 1981. Le certificat de bonne conduite lui sera délivré et il recevra une affectation dans les réserves de la Gendarmerie nationale.

ART. 2. — L'offre de démission présentée, le 19 mai 1981, par le gendarme de 2^e échelon Mohamed ould Bouby, mle 1127, est acceptée. La radiation des contrôles de l'intéressé est fixée au 1^{er} juillet 1981. Le certificat de bonne conduite lui sera délivré et il recevra une affectation dans les réserves de la Gendarmerie nationale.

ART. 3. — L'offre de démission présentée, le 27 mai 1981, par le gendarme de 1^{er} échelon Sheiba Diakhite, mle 2177, est acceptée. La radiation des contrôles de l'intéressé est fixée au 1^{er} juillet 1981. Le certificat de bonne conduite lui est refusé et il recevra une affectation dans les réserves de l'Armée nationale.

ART. 4. — Ces militaires seront munis, chacun en ce qui le concerne, d'une feuille de déplacement et d'un bon de transport, valables, dans la limite de leurs droits, de leur résidence d'affectation au lieu où ils auront déclaré vouloir se retirer.

ART. 5. — Le commandant de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

DECISION n° 1250 du 31 juillet 1981 portant révocation d'un militaire de la Gendarmerie nationale.

ARTICLE PREMIER. — Le gendarme de 1^{er} échelon Coulibaly Ibrahima, mle 1706, est révoqué de la Gendarmerie nationale. La radiation des contrôles de l'intéressé est fixée au 1^{er} juillet 1981. Le certificat de bonne conduite ne lui sera pas délivré et il recevra une affectation dans les réserves de l'Armée nationale.

ART. 2. — Ce militaire sera muni d'une feuille de déplacement et d'un bon de transport, valables, dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation au lieu où il aura déclaré vouloir se retirer.

ART. 3. — Le commandant de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

DECRET n° 100-81 du 5 août 1981 portant nomination au grade de lieutenant d'active du personnel officier de la Gendarmerie nationale.

ARTICLE PREMIER. — Les officiers désignés ci-dessus sont nommés au grade de lieutenant d'active à compter du 1^{er} août 1981 :
— sous-lieutenant Ebnou ould Sidi Aly ;
— sous-lieutenant Ahmed ould M'Bareck.

ART. 2. — Le ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret.

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération :

ACTES REGLEMENTAIRES :

DECRET n° 106-81 du 22 août 1981 ratifiant l'accord de crédit conclu le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P.

— Vu l'ordonnance n° 81-195 du 22 août 1981 autorisant la ratification de l'accord de crédit conclu le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P.,

DÉCRÈTE

ARTICLE PREMIER. — Est ratifié l'accord de crédit de huit millions de dollars US (8 000 000 \$), destiné au soutien de la balance des paiements et conclu le 27 mai 1981 entre la République islamique de Mauritanie et le Fonds spécial de l'O.P.E.P.

Ministère de l'Intérieur :

ACTES REGLEMENTAIRES :

DECRET n° 81-059 du 2 avril 1981 modifiant certaines dispositions du décret n° 74-169 du 27 juillet 1974 portant réorganisation de l'Ecole nationale de police.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 1, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 19, 33 et 34 du décret n° 74-169 du 27 juillet 1974, portant réorganisation de l'Ecole nationale de police, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1 : L'Ecole nationale de police, placée sous l'autorité du directeur général de la Sécurité nationale, est chargée de l'administration des élèves et de l'enseignement des programmes définis par la direction de la Réglementation et de la Formation.

Dans le cadre de la formation continue ou spécialisée, elle reçoit les stagiaires désignés par la direction de la Réglementation et de la Formation.

Article 4 : L'Ecole nationale de police est administrée par un directeur. Celui-ci est nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'Intérieur.

Le directeur de l'Ecole nationale de police prend, dans la limite de sa compétence, toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'Ecole et, notamment, est chargé de veiller à l'application des dispositions du règlement intérieur se rapportant à la discipline, à la tenue des élèves et des stagiaires et à l'hygiène des locaux.

Il assure la conservation, l'entretien des bâtiments et des matériels.

Il a autorité sur tout le personnel de l'Ecole.

Il présente chaque année un rapport d'ensemble sur le fonctionnement de l'Ecole au directeur général de la Sécurité.

Il est assisté d'un directeur des études et d'un surveillant général.

Article 5 : Le directeur des études est nommé par arrêté du ministre de l'Intérieur. Il veille au bon déroulement des études. Il supplée le directeur de l'Ecole en cas d'absence ou d'empêchement.

Le surveillant général est nommé par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Article 6 : Le Conseil des études et des stages comprend :

- le directeur de la Réglementation et de la Formation, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale de police ;
- le directeur des études ;
- deux membres du personnel enseignant de l'Ecole nommés par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Les fonctions de membre du Conseil des études et des stages sont gratuites.

Article 8 : Ce Conseil est chargé d'étudier les programmes, les cours et les stages proposés par le directeur de la Réglementation et de la Formation ainsi que l'animation des diverses activités de l'Ecole.

Article 10 : Le fonctionnement et la discipline interne de l'Ecole et notamment les conditions d'élimination des élèves jugés incapables ou indignes ainsi que les garanties dont doivent être assorties cette élimination ou les sanctions susceptibles d'être prononcées sont fixées par le règlement intérieur, sur proposition du directeur de l'Ecole nationale de police, après approbation du Conseil des études et des stages.

Le règlement intérieur fixe notamment les conditions de fonctionnement du conseil de discipline.

Article 11 : Le conseil de discipline comprend :

- le directeur de la réglementation et de la Formation, représentant le directeur général de la Sécurité nationale, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale de police ;
- un représentant du personnel enseignant désigné par l'ensemble dudit personnel ;
- le surveillant général ;
- le major du concours d'entrée du cycle auquel appartient l'élève concerné ou le major de la promotion à laquelle appartient l'élève concerné pendant la durée du stage pratique.

SECTION II

DE L'ADMISSION
AU CENTRE DE PERFECTIONNEMENT

Article 29 : Des stages de perfectionnement obligatoires destinés aux personnels en activité, comptant au moins trois ans de services effectifs au premier janvier de l'année considérée, sont organisés à l'Ecole nationale de police, compte tenu des prévisions établies à cet effet par la direction de la Réglementation et de la Formation.

Article 33 : L'enseignement de chacun des cycles de formation s'effectue dans le cadre des programmes suivants :

a) CYCLE DES COMMISSAIRES DE POLICE :

1. *L'enseignement juridique* : droit pénal général, droit pénal spécial, procédure pénale, principes du droit administratif et droit constitutionnel.

2. *Enseignement professionnel* : sécurité publique, maintien d'ordre, police judiciaire, renseignements généraux, police des frontières, police scientifique, identité judiciaire, gestion administrative, aspects pratiques de la vie policière et de la déontologie du fonctionnaire en Mauritanie, archives de police.

3. *Formation para-militaire* : sports de combat, tir, armement, ordre serré, éducation physique, secourisme.

4. *Culture générale* : notions de psychologie générale, d'économie, de géographie, d'histoire contemporaine et de criminologie.

5. *Visites extérieures* :

b) CYCLE DES OFFICIERS DE POLICE :

Même programme que les commissaires de police sauf l'économie.

c) CYCLE DES INSPECTEURS DE POLICE :

1. *Enseignement juridique* : droit pénal général, droit pénal spécial, procédure pénale.

2. *Enseignement professionnel* : même programme que les officiers.

3. *Formation para-militaire* : même programme que les officiers.

4. *Culture générale* : cours d'enseignement général.

d) CYCLE DES AGENTS DE POLICE :

1. *Enseignement professionnel* : sécurité publique, école de l'agent, notions du droit pénal et de la procédure pénale, police judiciaire, renseignements généraux, rapports de police.

2. *Enseignement civique et professionnel* : éducation civique et pratique professionnelle.

3. *Formation para-militaire* : sports de combat, tir, éducation physique, ordre serré, secourisme.

4. *Culture générale*, cours d'enseignement général.

Article 34 : Au cours des périodes d'études, les élèves sont notés par les professeurs pour toutes les épreuves et exercices effectués dans toutes les disciplines de l'enseignement et par le directeur de l'Ecole pour leur comportement général.

La moyenne de ces différentes notations détermine la note de scolarité ; elle est affectée d'un coefficient 2.

Les stages sont notés par le directeur de la Réglementation et de la Formation sur le vu des appréciations des chargés des stages et après avis du conseil des études et des stages. Ces notes rentrent en ligne de compte pour la détermination de la note de scolarité.

ART. 2. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'application du présent décret qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

ARRETE n° 371 du 16 juillet 1981 agréant une association dénommée « Association pour le développement des énergies renouvelables en Mauritanie ».

ARTICLE PREMIER. — L'Association pour le développement des énergies renouvelables en Mauritanie est reconnue et autorisée à exercer ses activités telles que définies dans ses statuts et règlement intérieur déposés le 8 juillet 1980.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions de la loi n° 64-098 du 9 juin 1964, modifiée par les lois n°s 73-007 du 23 janvier 1973 et 73-157 du 2 juillet 1973, pourra entraîner la dissolution de ladite association.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié suivant la procédure d'urgence.

ARRETE n° 382 du 16 juillet 1981 agréant une association culturelle et sportive dénommée « Club Ben Abdouké ».

ARTICLE PREMIER. — L'association culturelle et sportive « Club Ben Abdouké » est reconnue et autorisée à exercer ses activités telles que définies par ses statuts et règlement intérieur déposés le 20 mai 1980.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions de la loi n° 64-098 du 9 juin 1964, modifiée par les lois n°s 73-007 du 23 janvier 1973 et 73-157 du 2 juillet 1973, pourra entraîner la dissolution de ladite association.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié suivant la procédure d'urgence.

ACTES DIVERS :

ARRETE n° 236 du 23 avril 1981 portant nomination d'un officier de police judiciaire.

ARTICLE PREMIER. — La qualité d'officier de police judiciaire est attribuée à M. Ba Siley Amadou, inspecteur de police de 2^e classe, 2^e échelon, indice 520.

ARRETE n° 375 du 16 juillet 1981 portant détachement d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Samba Siby, secrétaire d'administration générale de 2^e classe, 2^e échelon, indice 300, est, à compter du 14 avril 1981, détaché au ministère de la Pêche et de l'Economie maritime.

ART. 2. — Les salaires de l'intéressé resteront à la charge de son département d'origine jusqu'au 31 décembre 1981.

ARRETE n° 433 du 11 août 1981 portant constatation de décès d'un officier et de deux gardes nationaux.

ARTICLE PREMIER. — Il est constaté le décès du gradé et des gardes nationaux dont les noms et matricules figurent ci-dessous.

MM.

- Brahim ould Jiddou, capitaine, décédé le 16 mars 1981 à Nouakchott, 18 ans, 10 mois, 12 jours de service;
- Moctar ould Maloum, garde, mle 1745, décédé le 9 mars 1981 à Nouakchott, 15 ans, 8 mois, 24 jours de service;
- Mohamed ould Abeid, garde, mle 4045, décédé le 20 mars 1981 à Kiffa, 4 ans, 19 jours de service.

ART. 2. — Les intéressés sont rayés du corps de la Garde nationale à compter de leur date de décès.

ARRETE n° 434 du 11 août 1981 constatant la cessation définitive de fonction d'un brigadier de police.

ARTICLE PREMIER. — Est constatée, à compter du 20 juillet 1981, la cessation définitive de fonction, pour cause de décès, de feu Mohamed ould Issa, brigadier de police de 3^e échelon, indice 410, précédemment en service à la direction régionale de la Sûreté nationale, détaché au District de Nouakchott.

ARRETE n° 437 du 11 août 1981 portant détachement de plein droit d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Bamba ould Yezid, administrateur de 2^e classe, 2^e échelon, est détaché de plein droit pour exercer les fonctions de membre du gouvernement à compter du 27 mai 1981.

ARRETE n° 442 du 12 août 1981 portant détachement d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M^{me} Baouba, née Mariem Diagne, rédacteur d'administration générale, précédemment en service au ministère de la Santé et des Affaires sociales, est, à compter du 1^{er} août 1981, détachée au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

ART. 2. — Le ministère de la Santé et des Affaires sociales supportera les salaires de l'intéressée jusqu'au 31 décembre 1981.

ARRETE n° 444 du 14 août 1981 portant acceptation de la démission d'un agent de police.

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter de la date de signature du présent arrêté, la démission de l'agent de police de 2^e échelon, indice 300 Elaty ould El Hassan (mle 11073 K), précédemment en service à la direction générale de la Sûreté nationale.

Ministère de la Justice et de l'Orientation islamique :

ACTES REGLEMENTAIRES :

ARRETE n° R-073 du 30 juillet 1981 instituant une commission nationale pour la vue du Croissant.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une commission nationale pour la vue du Croissant. Cette commission siège à Nouakchott.

ART. 2. — La composition de la commission nationale pour la vue du Croissant est fixée ainsi qu'il suit :

Président :

- Un cadî en position d'activité.

Membres :

- 4 imans de mosquée;
- 4 professeurs de mahadras;
- 4 spécialistes de droit musulman.

Le président et les membres de la commission sont choisis en raison de leur compétence et de leur intégrité morale. Ils sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'Orientation islamique.

ART. 3. — Ladite commission nationale est compétente pour recevoir, analyser et juger toutes les données, informations et témoignages (Moustafidha et Adleyne relatifs à la vue du Croissant conformément aux prescriptions de la Charia à rite malckite). Elle est seule habilitée à prendre acte dans ce domaine et à rendre officielle la vue du Croissant.

ART. 4. — Les décisions de la commission nationale pour la vue du Croissant sont immédiatement exécutoires sur toute l'étendue du territoire national. Elles sont définitives et sans recours.

ART. 5. — Le secrétaire général et le directeur de l'Orientation islamique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ACTES DIVERS :

ARRETE n° 414 du 31 juillet 1981 portant nomination d'un président de Tribunal du travail.

ARTICLE PREMIER. — M. Guisse Malal Bocar, mle 11778 B magistrat du 3^e grade, 3^e échelon, est désigné pour exercer les fonctions de président du Tribunal du travail de Nouakchott.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié suivant la procédure d'urgence.

DECISION n° 1273 du 31 juillet 1981 portant désignation du président et des membres de la commission nationale pour la vue du Croissant.

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés président et membres de la commission nationale pour la vue du Croissant, le magistrat, les imams, les professeurs et les oulemas dont les noms suivent :

- Président :*
— Abdellahiould Ely Salem, magistrat.
- Membres :*
— Taha Eleyene Deki, imam ;
— Mohamed Lemineould El Hacen, imam ;
— Mohamed Hamedould Hemmedy, imam ;
— Cheikhould Bazeid, imam ;
— Mohamed Abdel Hayeould Taba, professeur ;
— Ba Daouda, professeur ;
— Neould Zeinould Saffi, professeur ;
— Thierno Amadou Ba, professeur ;
— Isselmouould Mohamed Ahid, alem ;
— Cheikh Taleb Khiaould Maminna, alem ;
— Therno Oumar Selly, alem ;
— Mohamed Yahyaould Cheikh El Houssein, elem.

Ministère de l'Economie et des Finances :

ACTES REGLEMENTAIRES :

ARRETE n° R-079 du 6 août 1981 fixant le contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

- par « voyageurs résidents », les personnes physiques de toute nationalité ayant leur résidence habituelle en Mauritanie depuis au moins 6 mois ;
- par « voyageurs non résidents », les personnes physiques de toute nationalité ayant leur résidence habituelle à l'étranger depuis au moins 6 mois.

ART. 2. — Les voyageurs résidents se rendant à l'étranger pourront obtenir auprès des intermédiaires agréés une allocation en devises étrangères d'un montant annuel équivalent à la contre-valeur de dix mille ouguiya (10 000 UM).

Cette allocation peut être délivrée en une ou plusieurs fois dans la limite de la contre-valeur de dix mille ouguiya (10 000 UM) par an.

En outre, les allocations d'un montant supérieur à la contre-valeur de 10 000 UM peuvent être attribuée sur autorisation de la Banque centrale de Mauritanie pour des cas particuliers à l'appréciation de cette dernière.

Pour obtenir l'allocation touristique, le voyageur peut se présenter à l'intermédiaire agréé de son choix. L'octroi de cette allocation touristique est subordonné à la présentation à l'intermédiaire agréé d'un passeport en cours de validité revêtu obligatoirement d'un visa de sortie délivré par les autorités compétentes et d'un titre de transports pour les personnes voyageant par avion.

L'intermédiaire agréé doit porter sur le passeport le montant et la date de l'opération.

De même il doit délivrer une souche de vente de devises valant autorisation que le voyageur est tenu de présenter avec le passeport au contrôle douanier.

Cette autorisation est valable pour un mois.

Le voyageur ne pouvant se rendre à l'étranger dans le délai d'un mois doit céder les devises allouées à un intermédiaire agréé qui annote le passeport en conséquence et délivre une souche d'achat de devises.

ART. 3. — Les résidents se rendant à l'étranger sont tenus de déclarer à la sortie du territoire les moyens de paiement dont ils sont porteurs.

Lorsque le montant déclaré excède la contre-valeur de 10 000 UM visée ci-dessus, le voyageur doit remettre au service des douanes l'autorisation exceptionnelle que la Banque centrale de Mauritanie lui aura accordée.

Lorsque le montant déclaré est inférieur ou égal à la contre-valeur de 10 000 UM le voyageur sera tenu de présenter son passeport annoté et le reçu de change délivré par la banque ayant effectué l'opération.

ART. 4. — Les résidents qui importent des moyens de paiement libellés en devises étrangères sont tenus d'en faire la déclaration à l'Administration des douanes et de céder ces devises immédiatement au poste de change le plus proche.

ART. 5. — L'importation par les non-résidents de tous moyens de paiement libellés en devises étrangères est autorisée sans limitation de montant.

La déclaration de ces devises auprès de l'Administration des douanes est obligatoire.

Les non-résidents sont astreints à une dépense journalière minimum de mille ouguiya (1 000 UM) par jour et par personne.

Pour la réexportation ils doivent présenter au bureau des douanes :

- la déclaration annotée par les banques intermédiaires agréées à l'occasion des opérations de change partielles ;
- le talon délivré par la banque justifiant la rétrocession du reliquat non utilisé, en cas de cession totale des devises déclarées à l'importation.

Un montant de 1 000 UM (mille ouguiya) par jour et par personne sera saisi par le Service des douanes s'il n'a pas fait l'objet d'une opération de change annotée par les banques intermédiaires sur la déclaration.

ART. 6. — Les intermédiaires agréés sont, à cet effet, autorisés à changer en devises étrangères aux voyageurs étrangers le reliquat des ouguiya non utilisés en Mauritanie et provenant des opérations de cession dûment justifiées par les reçus délivrés précédemment par les banques ou leurs sous-délégués ayant effectué la cession et ce, après s'être assurés que la dépense journalière minimum de mille ouguiya prévue à l'article précédent a été déduite.

ART. 7. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées, notamment les arrêtés n° 92 du 16 juillet 1973, n° 114 du 12 septembre 1973 et n° 11 du 12 octobre 1978.

ART. 8. — La Banque centrale de Mauritanie, la direction des Douanes et les intermédiaires agréés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

ACTES DIVERS :

DECRET n° 81-159 du 15 juillet 1981 portant nomination du président et des membres du Conseil d'administration du Fonds national de développement.

ARTICLE PREMIER. — Les personnes ci-après désignées sont nommées président et membres du Conseil d'administration du Fonds national de développement.

Président :

— M. Moustaphaould Cheikh Mohamedou, administrateur des Régies financières.

Membres :

- Diop Hassan, directeur des Etudes et de la Programmation au ministère de l'Economie et des Finances ;
- Dr Ba Oumar, directeur de l'Office national des pêches ;
- Cheikh Sidi El Moctarould Cheikh Abdallahi, directeur du Budget et des Comptes ;
- Lam Hamady, directeur de l'Agriculture ;
- Thiam Abdoul, directeur de l'Industrialisation ;
- Ouéga Abdoulaye, directeur de la C.N.S.S. ;
- Abdel Kaderould Ahmed, directeur de la S.M.A.R. ;
- Kane Tidiane, directeur de la Comptabilité à la B.C.M. ;
- Mennaould Hamouni, directeur du crédit à la B.C.M. ;
- Sidyaould Bah, directeur de l'Elevage.

**

ART. 2. — Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence.

DECISION n° 1263 du 31 juillet 1981 portant contribution au Comité permanent consultatif du Maghreb.

ARTICLE PREMIER. — Une somme de trois millions d'ouguiya (3 000 000 UM) est allouée au Comité permanent consultatif du Maghreb au titre de notre contribution à cet organisme.

ART. 2. — La dépense est imputable au budget de l'Etat, exercice 1981, titre 23, chapitre 01, article 14, paragraphe 51 et sera virée au compte n° 390.478 auprès de l'Union internationale des Banques, Tunis.

ART. 3. — Le directeur du budget et des comptes et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION n° 4814/K2 du 8 août 1981 relative au marquage des paquets de cigarettes importées par la NOSOMACI.

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° R-054 du 28 avril 1979 imposant l'impression des initiales de l'importateur sur chaque paquet de cigarettes, la liste annexée à la décision n° 2394/K2 du 30 juin 1979 est complétée comme suit :

— N° 47 NOSOMACI : NOSO.

ART. 2. — La présente décision est applicable à compter du 15 août 1981.

Ministère des Pêches et de l'Economie maritime :

ACTES DIVERS :

DECRET n° 81-160 du 22 juillet 1981 portant nomination d'un conseiller juridique.

ARTICLE PREMIER. — M. Abdou Majid Kamil, administrateur auxiliaire, est nommé conseiller juridique au ministère des Pêches à compter du 19 février 1981.

Ministère de l'Industrie et du Commerce :

ACTES REGLEMENTAIRES :

ARRETE n° R-082 du 12 août 1981 portant application des articles 2 et 12 de l'ordonnance n° 81-173 du 6 août 1981 fixant les pénalités des infractions en matière de distribution des produits Sonimex.

ARTICLE PREMIER. — En application de l'article 2 de l'ordonnance susvisée et par dérogation aux dispositions de l'article premier de l'arrêté n° 128 du 29 octobre 1975 fixant la liste des marchandises soumises à la recherche à l'intérieur du territoire et à passavant de circulation dans le rayon des douanes, les produits relevant du monopole de la Sonimex ne peuvent circuler dans le rayon des douanes que munis d'une lettre de voiture, sous peine d'être réputés faire l'objet d'une tentative d'exportation en contrebande.

Toutefois, la lettre de voiture n'est pas exigée lorsque les quantités transportées sont destinées à la consommation familiale et n'excèdent pas :

- 500 kg pour le riz, soit 5 sacs de 100 kg chacun ;
- 320 kg pour le sucre, soit 5 sacs de 64 kg chacun ;
- 50 kg pour le thé, soit 5 caisses de 10 kg chacune.

ART. 2. — La lettre de voiture, qui tient lieu de passavant pour la circulation des produits Sonimex, est délivrée par un agent Sonimex habilité. Elle doit être contresignée au départ par le transporteur et par l'autorité administrative du lieu de chargement et visée à l'arrivée à destination par l'autorité administrative territorialement compétente.

Elle doit, en outre, préciser :

- l'expéditeur du chargement des produits Sonimex ;
- les lieux de chargement et de destination ;
- la nature et les quantités des produits transportés ;
- le destinataire ou le propriétaire des produits ;
- la marque du véhicule, son immatriculation et le nom de son propriétaire ;
- l'itinéraire habituellement suivi pour atteindre le lieu de déchargement ;
- la durée de validité de la lettre de voiture.

Dans les cas de circulation des produits Sonimex entre les chefs-lieux de préfecture et des arrondissements qui en dépendent, la lettre de voiture est remplacée par une autorisation de transport délivrée par l'autorité administrative et comportant les précisions énumérées au paragraphe précédent.

ART. 3. — La lettre de voiture est établie en cinq (5) exemplaires ventilés comme suit :

— Le premier exemplaire est destiné au transporteur ; il sert de justificatif de la prestation une fois revêtu des visas requis à destination ;

— Le deuxième exemplaire revient au destinataire des produits transportés ;

— Les trois autres exemplaires sont conservés par la Sonimex pour exploitation par ses services.

Les deux premiers exemplaires ci-dessus mentionnés sont remis au conducteur du véhicule devant assurer le transport, après chargement de ce dernier. Ils doivent être exhibés à tous contrôles autorisés sur le parcours.

ART. 4. — La non-observation des dispositions des articles 1^{er} et 2 expose le transporteur et le destinataire des produits en circulation aux sanctions prévues aux articles 5 et 8 de l'ordonnance n° 81-173 du 6 août 1981 fixant les pénalités des infractions en matière de distribution des produits dont l'importation relève du monopole de la Sonimex.

ART. 5. — Le secrétaire général du ministère de l'Industrie et du Commerce, le directeur du Contrôle économique, le directeur des Douanes, les gouverneurs et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

ARRETE n° R-083 du 13 août 1981 portant fixation des prix de gros des produits Sonimex sur l'ensemble du territoire national.

ARTICLE PREMIER. — En application des mesures prises par le gouvernement, les prix de vente en gros des produits Sonimex sont ainsi fixés sur l'ensemble du territoire national.

A. — SUCRE EN PAINS, EN MORCEAUX
(toutes quantités confondues)

- a) Agences Nouakchott et Nouadhibou : 75 ouguiya le kilo.
b) Agences Akjoujt, Aleg, Rosso : 76 ouguiya le kilo.
c) Agences Atar, Aioun, Boghé, Inal, Kiffa, Kaédi, Néma, Sélibaby, Tidjikja, Zouérate : 78 ouguiya le kilo.

B. — RIZ BRISÉ ET ENTIER

- a) Riz brisé, prix uniforme au niveau de toutes agences Sonimex : 14 ouguiya le kilo.
b) Riz entier, prix uniforme au niveau de toutes agences Sonimex : 30 ouguiya le kilo.

C. — THÉ

Lieu de vente	8135/9369	8147/G501	9371/G101	9370/G661	G601
Nouakchott	435	535	523	473	554
Akjoujt, Rosso, Aleg	436	536	526	476	556
Nouadhibou	439	539	529	479	559
Atar, Aioun, Boghé, Inal, Kiffa, Kaédi, Néma, Sélibaby, Tidjikja, Zouérate	441	541	531	481	561

ART. 2. — Toutes dispositions antérieures au présent arrêté et relatives aux prix de vente des produits ci-dessus désignés sont abrogés.

ART. 3. — Le secrétaire général du ministère du Commerce et de l'Industrie, le directeur du Commerce, le directeur du Contrôle économique, les gouverneurs des régions et du District de Nouakchott sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié suivant la procédure d'urgence.

ACTES DIVERS :

DECRET n° 81-119 du 22 mai 1981 portant agrément du Comptoir industriel de produits chimiques (Ciprochimie) au régime « A » du Code des investissements.

ARTICLE PREMIER. — Le Comptoir industriel de produits chimiques (Ciprochimie) qui remplit les conditions imposées par l'ordonnance n° 79-046 du 15 mars 1979 portant Code des investissements est agréé au régime « A » ou régime des entreprises prioritaires pour la réalisation d'une unité de fabrication de pesticides agricoles et ménagers et pour l'extension d'une unité de détergents.

ART. 2. — La Ciprochimie bénéficie des mesures d'exonération et d'allègements fiscaux suivants.

a) Exonération totale pendant une période de 3 ans, à compter de la date du présent décret, des droits et taxes perçus à l'entrée (y compris la T.I.C.) sur les matériels, matériaux et biens d'équipement et d'installation non produits ou fabriqués en Mauritanie et dont l'importation est indispensable à la réalisation du programme d'investissement agréé ;

b) Exonération totale pendant une période de sept (7) ans, à compter de la date du présent décret, des droits et taxes à l'entrée (y compris la T.I.C. sur les matières premières, les emballages, les pièces détachées ou de rechange reconnaissables comme spécifiques des matériels visés à l'alinéa a ci-dessus ;

c) Exemption totale de l'impôt sur le B.I.C. pour une période de trois (3) ans, à compter de la date du présent décret ;

d) Exonération des droits et taxes à la sortie sur les produits exportés.

ART. 3. — Les matériaux, biens d'équipement et d'installation ainsi que les matières premières à exonérer, mentionnés aux alinéas a et b de l'article 2 ci-dessus sont ceux des listes A et B annexées au présent décret.

Le ministre de l'Economie et des Finances pourra, sur proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce, compléter par arrêté les listes annexées au présent décret en y ajoutant les matériaux, matériels ou produits qui auraient été omis et qui seraient indispensables à la réalisation du programme agréé.

ART. 4. — La Ciprochimie & C^{ie} s'engage à se soumettre à tout contrôle exigé par les services chargés du contrôle des industries et par la Douane.

Elle s'engage en outre à transmettre à la direction de l'industrie un rapport trimestriel pour lui faire connaître l'état d'avancement du projet et lui communiquer toute information utile sur le programme d'investissement agréé.

La Ciprochimie doit également répondre aux exigences suivantes :

- tenue d'une comptabilité complète ;
- tenue d'un inventaire spécial des matériels et équipements importés en exonération ainsi que d'une comptabilité matière pour les matières premières, pièces détachées ou de rechange bénéficiant des exonérations prévues aux articles précédents.

ART. 5. — Dans le cas du non-respect des obligations mentionnées à l'article 4 ci-dessus ou au cas où la Ciprochimie & C^{ie} ne

réaliserait pas l'ensemble du programme d'investissement pour lequel elle est agréée, l'agrément lui sera retiré conformément aux dispositions de l'article 20 de l'ordonnance n° 79-046 du 15 mars 1979 portant Code des investissements.

ART. 6. — Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

**

COMPTOIR INDUSTRIEL DES PRODUITS CHIMIQUES
CIPROCHIMIE & C^{ie}

B.P. 325, Nouakchott

LISTE A

Matériaux, matériels et biens d'équipement exonérés

- Unité de formulation poudres avec accessoires et P.D.A.;
 - 2 extrudeuses souffleuses avec accessoires;
 - 3 convoyers complets;
 - 1 unité de production d'hypochlorite plus pièces détachées;
 - 4 éleveurs à godets plus pièces détachées;
 - 4 bascules automatiques;
 - 5 bascules de précision;
 - 1 pont bascule;
 - 1 camion semi-remorque;
 - 1 nissan (camionnette);
 - 1 unité complète de broyage de gypse plus accessoires et P.D.A.;
 - 2 unités d'emballage sous filés rétractables avec acc. et P.D.A.;
 - 2 mélangeurs liquide sur cuve;
 - 2 groupes électriques de secours;
 - 5 compresseurs d'air;
 - 3 supresseurs d'eau (pour incendie);
 - 20 extincteurs pour incendie;
 - 1 lot de matériels de laboratoire;
 - 2 coffres-forts;
 - 2 postes à souder avec accessoires;
 - 3 salles de toilette complètes (lavabo, douche, W.-C.);
 - 5 sertisseuses manuelles;
 - 10 climatiseurs à usage industriel;
 - 5 cuves de stockage de solvant avec acc. et équipement;
 - 2 cuves de stockage de gaz butane, accessoires;
 - 25 ventilateurs industriels;
 - 15 aérateurs industriels;
 - 2 mélangeurs pour tête verticaux;
 - 1 mélangeur;
 - 1 broyeuse;
 - 1 boudineuse;
 - 1 coupeuse;
 - 1 presse;
 - 1 grouteuse;
 - 1 machine à sérigraphier;
 - 4 lignes de remplissage liquide;
 - 4 tables de soutireuse;
 - 2 palans;
 - 1 ligne de remplissage aérosol;
 - 100 m² de verre à vitres;
 - 460 bacs autoportants;
 - 60 tonnes d'acier marchand (pour confection charpentes);
 - 5 tonnes de peinture;
 - 1 tonne matériel électrique (lampes, fils, câbles et acc.);
 - 25 armoires vestiaires;
 - 2 équipements complets pour atelier de maintenance.
- Composés de :
- 2 perceuses complètes;
 - 2 tours complets;
 - 2 perceuses électriques;
 - 2 filières et porte-outils;
 - 2 molettes métalliques de 11 jeux;
 - 2 coupe-tubes;
 - 2 étaux à tube;
 - 2 étaux à tube;
 - 2 pinces à centrer;
 - 2 machines à meuler;

- 2 tourets d'établi;
- 2 meuleuses tronçonneuses;
- 2 cisailles à métaux;
- 2 grignoteuses à métaux;
- 2 servants d'atelier avec compositions;
- 2 boîtes à outils avec compositions.

**

LISTE B

Matières premières et emballages

- Rocnyl base;
- Agent épaississant;
- Omnistar;
- Pigment;
- Carbonate de chaux;
- Tonnelets vides en acier et plastique;
- Aérosols vides en acier et en aluminium;
- Accessoires d'aérosol (valves, capuchons, boutons-poussoirs);
- Capuchons pour aérosol;
- Emballages en verre;
- Paquets, boîtes, étuis en carton;
- Récipients en acier et en aluminium;
- Capsules métalliques et déchirables;
- Sacs et sachets en papier;
- Sacs et sachets en plastique;
- Emballages en plastique;
- Etiquettes;
- Bouchons en plastique, bakélite, liège;
- Formol;
- Base pour grésyl;
- Résines synthétiques;
- Compounds;
- Charges inertes;
- Liants;
- Emulsifiants;
- Poudre D X 54 SP;
- Acide phosphorique;
- Terbytex;
- Omo OI, 2, 3, 4 et 5;
- Tensianol;
- Tensolase;
- TN 177;
- Tensaryl;
- Tensiopane;
- Tensagex;
- Tensiamix;
- E DTA;
- Tensomel;
- Tensiagap;
- Tensoprène;
- Tensioflux;
- Tensatil;
- Tensamina;
- Tensabit;
- Bridolax;
- Tensiorex;
- G.L.I.;
- Tensiorex;
- Acide sulfurique 66°;
- Tensovax;
- Dichlorodifluorométhane;
- Trichlorodifluorométhane;
- Mono-chlorodifluorométhane;
- Tensio-actif;
- Huiles essentielles composées;
- Matières colorantes;
- Désinfectant/bactéricide;
- Alcool isopropylique;
- Alcool éthylique;
- White Spirit;
- Solvants minéraux;
- Tripolyphosphate de soude;
- Alkylaryl sulfonate;
- Acides gras;
- C.M.C.;
- Acide chlorhydrique;
- Carbonate de soude;
- Sulfate de soude anhydre;

- Bicarbonate de soude ;
- Disilicate de soude ;
- Pyrophosphate de soude ;
- Hydrosulfite de soude ;
- Copeaux et poudre de savon ;
- Concentré d'insecticide ;
- Colle industrielle ;
- Amidon d'extrine ;
- Concentré de raticide ;
- Ammoniaque ;
- Poudre de savon ;
- Coltar visqueux ;
- Huile de paraffine ;
- Alcool gras ;
- Hydroxyde de soude ;
- Hexane ;
- Toluène ;
- Xylène ;
- K.S. (pétrole) ;
- Gaz butane et propane incorporables dans les insecticides aérosols ;
- Emulgateurs ;
- Craie ;
- Lithopone ;
- Bleu d'outre-mer ;
- Essence de térébenthine ;
- Talc ;
- Fongicide ;
- Xylol ;
- Xylamon ;
- Brai ;
- Soude caustique ;
- Hexamétaphosphate de soude ;
- Huile de lin ;
- Acide acétique ;
- Glycérine ;
- Extrait de casselle ;
- Amides grasses ;
- Paraffine sulfonate ;
- Oléagine sulfonate ;
- Quartz ;
- Chlorure de méthylène ;
- Chlorothane ;
- Sikalon D ;
- Néopynamine ;
- Sumithion ;
- Solution Bayfresh ;
- Baygon Prémix ;
- Racumin Staub ;
- Triéthylorformiate ;
- Kompenzol ;
- Pesguard.

Ministère des Mines et de l'Energie :

ACTES REGLEMENTAIRES :

ARRETE n° 80 du 7 août 1981 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures liquides.

ARTICLE PREMIER. — Les prix maximum de vente des hydrocarbures liquides livrés en vrac à la sortie des dépôts d'importation sont fixés ainsi qu'il suit à partir du 8 août 1981.

I. DEPOT M.E.P.P.-NOUAKCHOTT

	Super-carburants (hl)	Essence ordinaire (hl)	Pétrole lampant (hl)	Gas-oil (hl)
Prix théorique ..	3 509,8	3 345,7	2 262,0	2 563,6
Zone Centre	3 509,8	3 345,7	2 262,0	2 563,6
Zone Sud	3 509,8	3 345,7	2 262,0	2 563,6

II. DEPOT M.E.E.P.-NOUADHIBOU

Gas-oil Pêche 1 640,1 hl

III. DEPOT B.P.-POINT CENTRAL NOUADHIBOU

	Essence 90 R (hl)	Pétrole lampant (hl)	Gas-oil (hl)
Sortie Nouadhibou..	2 954,1	1 485,7	2 410,0
Sortie Zouérate	3 072,2	1 625,6	2 557,4

PRIX A LA POMPE AU LITRE
3^e trimestre 1981

Localités	Super-carburant	Essence ordinaire	Pétrole lampant	Gas-oil
Aïoun El Atrouss	39,70	37,80	27,20	30,00
Akjoujt	37,20	35,40	24,60	27,20
Aleg	37,20	35,40	24,60	27,20
Atar	38,30	36,40	25,80	28,50
Boghé	37,60	35,70	25,00	27,80
Boutilimit	36,80	35,00	24,20	26,80
Choum	—	31,30	16,80	25,40
F'Dérick	—	31,80	17,30	26,20
Kaédi	38,10	36,30	25,60	28,30
Kankossa	39,10	37,20	26,60	29,40
Kiffa	38,60	36,70	26,10	28,80
M'Bout	39,60	37,70	27,10	29,90
Magta Lahjar	37,70	35,80	25,10	27,80
Méderdra	36,90	35,10	24,30	26,90
Moudjéria	38,20	36,40	25,70	28,40
Néma	41,60	39,60	29,20	32,00
Nouadhibou	—	30,60	15,90	24,70
Nouakchott	36,30	34,50	23,70	26,20
R'Kiz	—	35,60	24,90	27,50
Rosso	37,00	35,20	24,40	27,00
Selibaby	39,40	37,50	26,90	29,70
Tidjikja	39,10	37,20	26,60	29,40

ART. 2. — Les dispositions de l'arrêté n° R-110 du 4 novembre 1980 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures liquides sont abrogées.

ART. 3. — Les secrétaires généraux du ministère des Mines et de l'Énergie, du ministère de l'Industrie et du Commerce, les gouverneurs et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence prévue par le décret n° 59-029 du 29 mai 1959.

Ministère de l'Éducation nationale :

ACTES REGLEMENTAIRES :

DECRET n° 81-095 du 7 mai 1981 fixant l'organisation et les règles de fonctionnement des Ecoles normales d'instituteurs.

Titre I

DE L'ORGANISATION DES ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS

ARTICLE PREMIER. — Les Ecoles normales d'instituteurs sont chargées d'assurer la formation des instituteurs destinés à l'Enseignement fondamental.

ART. 2. — Le recrutement s'effectue, selon les besoins, à deux niveaux :

- Niveau de la 3^e année du premier cycle de l'Enseignement secondaire ;
- Niveau du baccalauréat.

ART. 3. — Les Ecoles normales comptent trois (3) sections : une section arabophone, une section bilingue et une section francophone. Dans chaque niveau, l'ouverture de section est prononcée, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de l'Éducation nationale.

ART. 4. — Tous les élèves s'exercent à la pratique de l'enseignement dans les classes des écoles annexes et des écoles d'application créées par arrêté du ministre chargé de l'Éducation nationale sur proposition du directeur de l'établissement.

ART. 5. — Chaque Ecole normale est dirigée par un directeur assisté, d'une part, par le conseil des professeurs et, d'autre part, par un ou deux directeurs des études, un ou deux surveillants généraux et un économiste.

ART. 6. — Le directeur, de préférence bilingue, est choisi parmi les professeurs licenciés qui ont bénéficié d'une formation pédagogique ou parmi les inspecteurs de l'Enseignement fondamental ou, à défaut, parmi les professeurs de C.E.G. ou des inspecteurs adjoints de l'Enseignement fondamental ayant au moins trois (3) ans d'ancienneté. Il est nommé par décret. Il est chargé de la direction morale, administrative et pédagogique de l'établissement et a auto-

rité sur l'école annexe qui en dépend. Un arrêté du ministre de l'Éducation nationale précisera les modalités de fonctionnement des écoles d'application.

ART. 7. — Les directeurs des études, de préférence bilingue, sont nommés par décision. Ils sont choisis parmi les professeurs ou les inspecteurs adjoints de l'Enseignement fondamental ou, à défaut, parmi les instituteurs ayant au moins huit années de services effectifs.

Ils participent à la formation morale et au maintien de la discipline au même titre que les professeurs, en même temps qu'ils sont chargés, sous l'autorité du directeur de l'École, d'organiser les stages pratiques dans les écoles annexes, d'établir les emplois du temps, de veiller à la coordination des divers enseignements dispensés à l'École normale ainsi qu'à leur conformité avec la mission et les programmes de l'enseignement. Ils contrôlent l'assiduité des professeurs.

ART. 8. — En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, ses attributions administratives sont exercées par le directeur des études ou, à défaut, par le surveillant général, le plus ancien au poste.

ART. 9. — L'économiste est nommé par décision conjointe du ministre chargé de l'Éducation nationale et du ministre de l'Économie et des Finances.

Il assure, sous le contrôle du directeur de l'École, la gestion matérielle et financière de l'établissement conformément aux textes en vigueur.

Il doit participer à la formation des élèves, notamment en ce qui concerne l'hygiène et l'habitat, et les initier à la tenue et la gestion d'un internat. Il est chargé de diriger et de contrôler l'exécution des tâches d'entretien qui incombent au personnel manutentionnaire et sur l'ensemble des bâtiments publics de l'établissement.

Il contrôle l'assiduité du personnel manutentionnaire et veille à sa discipline.

ART. 10. — Les surveillants généraux, de préférence bilingues, sont nommés par décision du ministre de l'Éducation nationale. Ils sont choisis parmi les professeurs ou les inspecteurs adjoints ou, à défaut, parmi les instituteurs titulaires ayant révélé des aptitudes à la fonction.

Ils sont chargés de la discipline des élèves et veillent, en collaboration avec le directeur des études et l'économiste, à l'organisation des activités culturelles et sportives et à l'instauration des conditions matérielles et morales de travail nécessaire à la bonne marche de l'établissement.

Ils peuvent être assistés par des surveillants généraux adjoints choisis selon les besoins parmi les fonctionnaires membres des corps de l'enseignement.

ART. 11. — Les professeurs sont nommés par décision du ministre chargé de l'Éducation nationale sur proposition du directeur de l'Enseignement fondamental.

ART. 12. — Des personnes qualifiées peuvent être chargées par le ministre de l'Éducation nationale sur proposition du directeur de l'École après autorisation du ministre dont elles dépendent d'enseignements spéciaux et de courte durée donnée sous forme de conférences ou de travaux pratiques ou de contrôles pédagogiques.

ART. 13. — Les professeurs forment, sous la présidence du directeur de l'Ecole, le conseil des études auquel participent le directeur des études, l'économiste, les surveillants généraux et les directeurs des écoles annexes dépendant de cette Ecole.

Le conseil se réunit une fois au moins par trimestre pour examiner les problèmes d'organisation du travail et de la pédagogie. A la fin de chaque année scolaire, il établit les propositions d'admission dans les classes supérieures en fonction de la moyenne annuelle. Il peut, en fonction des résultats obtenus, réorienter les élèves vers une option plus conforme à leurs aptitudes.

ART. 14. — Un organisme permanent du conseil des études se réunit en qualité de conseil de discipline.

Ce conseil de discipline est composé comme suit :

Président :

1. Le directeur de l'Ecole normale.

Vice-président :

2. Le ou les directeurs des études.

Membres :

3. Le ou les surveillants généraux ;
4. L'économiste ;
5. Trois professeurs, membres titulaires élus par leurs collègues ;
6. Trois professeurs, membres suppléants élus par leurs collègues qui siègent en cas d'empêchement des membres titulaires ;
7. Un représentant des élèves élu par ceux-ci pour une année scolaire et agréé par le directeur de l'établissement ;
8. Un représentant suppléant des élèves élu par ceux-ci pour une année scolaire et agréé par le directeur de l'établissement, siégeant en cas d'empêchement du représentant titulaire.

ART. 15. — Le directeur de l'Ecole normale propose le règlement intérieur qui est élaboré par le conseil de discipline et approuvé par arrêté du ministre chargé de l'Education nationale.

Titre II

CONDITIONS D'ADMISSION

1. Dispositions générales

ART. 16. — L'accès à l'Ecole normale des instituteurs se fait sur concours.

Tout candidat désireux de participer à l'un des concours d'entrée à l'Ecole normale devra présenter obligatoirement un dossier composé des pièces suivantes :

- un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu ;
- un certificat de nationalité ;
- un certificat médical ayant moins de 3 mois de date ;
- un certificat de scolarité ou une attestation de niveau d'enseignement général délivré suivant des modalités à fixer par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement fondamental ;

- un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois pour les candidats ayant atteint la majorité pénale ;
- quatre photographies d'identité.

Les candidats admis sur titre fourniront un dossier composé des mêmes pièces et d'une copie de diplôme.

ART. 17. — Le nombre de places offertes par niveau et option est fixé chaque année par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement fondamental.

ART. 18. — Les conditions d'inscription au concours, la date d'ouverture des épreuves, les programmes de celles-ci et les modalités d'organisation sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement fondamental un mois au moins avant la date du concours.

ART. 19. — Les présidents et les membres du jury des concours sont nommés par le ministre chargé de l'Enseignement fondamental sur proposition du directeur de l'Ecole normale.

ART. 20. — A l'issue du concours, les jurys établissent les listes des candidats déclarés admissibles dans la limite des places offertes dans chaque option. Les jurys peuvent soit ne pas pourvoir à toutes les places offertes, soit établir une liste complémentaire comportant les noms des candidats remplissant les conditions requises pour être admissibles. Ces candidats peuvent être appelés à remplir les places constatées vacantes ou celles qui le deviendraient à la suite des démissions ou de renvoi définitif intervenant dans les deux mois suivant la rentrée scolaire.

ART. 21. — Les candidats déclarés admissibles à l'Ecole et, le cas échéant, ceux de la liste complémentaire sont examinés par une commission chargée d'apprécier l'aptitude physique aux fonctions d'enseignant et comprenant :

- le directeur de l'Enseignement fondamental, *président* ;
- les directeurs des Ecoles normales, *vice-présidents* ;
- le président du jury ;
- un médecin d'hygiène scolaire.

A la suite des résultats des entretiens et éventuellement des examens médicaux, le jury établit les listes des candidats définitivement admis.

ART. 22. — Le jury répartit les candidats admis entre les niveaux de formation selon les options choisies. Toutefois, compte tenu des aptitudes décelées, des diplômes possédés et des notes obtenues au concours, le jury peut orienter les candidats vers l'option qui lui semble répondre le mieux à leur capacité.

Les listes d'admission, leur répartition définitive font l'objet d'un arrêté du ministre de l'Education nationale.

ART. 23. — Tous les candidats admis à l'entrée des Ecoles normales d'instituteurs sont tenus de souscrire, avant leur inscription à l'Ecole, un engagement de :

- a) rester à l'E.N.I. pendant toute la durée de la formation ;
- b) servir dans l'enseignement pendant une durée de 10 ans au moins.

En cas d'exclusion pour faute ou de rupture d'engagement de sa part, l'intéressé est tenu de rembourser le montant des rétributions et des prestations qui lui auraient été servies pendant la formation.

2. De l'accès à la 3^e année de formation

ART. 24. — L'accès direct à la 3^e année est ouvert sur titre aux candidats titulaires d'un baccalauréat.

3. De l'accès à la 1^{re} année de formation

ART. 25. — Les élèves de la 1^{re} année de l'E.N.I. sont recrutés :

1. Sur titre et après un test probatoire, parmi les titulaires du B.E.P.C., B.E.F.A. et du B.E.A.P.C. ou d'un certificat de scolarité de l'une des classes du 2^e cycle de l'Enseignement secondaire ;

2. Par voie de concours ouvert aux candidats ayant échoué au test probatoire, aux candidats titulaires d'un certificat de scolarité de la classe de 3^e année de l'Enseignement secondaire ou d'une attestation du même niveau, conformément à l'article suivant.

ART. 26. — Les concours d'accès à la 1^{re} année de l'Ecole normale comportent des épreuves du niveau de fin d'études de la classe de 3^e année du 1^{er} cycle de l'Enseignement secondaire, dont la nature, la durée et les coefficients sont arrêtés dans le tableau ci-après :

Nature des épreuves	Option arabe		Option française		Option bilingue	
	Coeff.	Durée	Coeff.	Durée	Coeff.	Durée
Sujet d'ordre général ...	3	2 h	3	2 h	3	2 h
Mathématiques	3	1 h 30	3	1 h 30	2	1 h 30
Education religieuse	2	1 h	1	1 h	2	1 h
Histoire - Géographie ...		1 h	1	1 h	1	1 h

Ces épreuves sont notées de 0 à 20, la note zéro étant éliminatoire si elle est maintenue par le jury. Nul ne peut figurer sur la liste des candidats définitivement admis s'il n'a obtenu après application des coefficients la moyenne de 10/20 pour l'ensemble des épreuves.

Les candidats admis aux concours d'entrée à la 1^{re} année de l'E.N.I. doivent être Mauritanien et âgés de 16 ans au moins et de 27 ans au plus au 31 décembre de l'année du concours.

A titre exceptionnel, le ministre chargé de l'Enseignement fondamental peut autoriser l'inscription d'étrangers en qualité d'auditeurs libres auxquels il ne peut être délivré qu'une attestation d'études.

Titre III

REGIME DES ETUDES ET DES STAGES

ART. 27. — Le régime de l'Ecole est l'externat. Un régime d'internat ou de demi-pension pourra être institué par arrêté du ministre de l'Education nationale sur proposition du directeur de l'Ecole normale.

ART. 28. — La durée des études à l'E.N.I. est fixé comme suit :

- 1 an pour les titulaires du baccalauréat ;
- 2 ans pour ceux qui justifient d'une attestation de la 6^e année secondaire ;
- 3 ans pour les élèves recrutés en 1^{re} année.

ART. 29. — Au cours de sa formation, l'élève-maître, sauf en cas de maladie dûment constatée ou de force majeure, ne sera autorisé à redoubler qu'une seule fois par le directeur de l'établissement après avis du conseil des études et sous réserve des règles régissant la limite d'âge pour la nomination dans le corps de l'Enseignement.

ART. 30. — Les horaires et les programmes d'enseignement de l'Ecole seront fixés par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement fondamental sur proposition du directeur de l'Enseignement fondamental.

ART. 31. — Les élèves admis à l'Ecole perçoivent une rémunération dont le taux et les modalités d'attribution seront fixés par décret.

ART. 32. — L'Enseignement comporte des cours de culture générale orientée vers une plus grande maîtrise des connaissances scientifiques et littéraires fondamentales, des cours de pédagogie théorique et pratique et des stages d'application.

ART. 33. — Les élèves sont notés par les professeurs pour toutes les disciplines prévues aux programmes. Les notes de stage sont attribuées par les professeurs chargés des stages pratiques.

ART. 34. — La moyenne générale est calculée à partir de l'ensemble des notes obtenues en cours d'année, après application des coefficients suivants :

- travail de l'année : coefficient 1 (un) ;
- stages pratiques : coefficient 2 (deux) ;
- examen de fin d'année : coefficient 3 (trois).

Aucun candidat ne peut être déclaré admis si sa moyenne générale maintenue par le conseil des professeurs est inférieure à 10/20 (dix sur vingt).

ART. 35. — Les modalités d'attribution et de calcul des notes annuelles, des stages et des examens feront l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'Enseignement fondamental sur proposition du directeur de l'Enseignement fondamental.

ART. 36. — En fin de scolarité, le conseil des études se constitue en jury et procède au classement des élèves en fonction de leur moyenne générale, établie sur la base des notes de l'année, des stages et de l'examen de fin d'année. A partir de l'ensemble des points obtenus est déterminée la note de fin d'études.

ART. 37. — Les élèves-maîtres qui obtiennent une note égale ou supérieure à 10/20 dans les conditions prévues à l'article 41 seront engagés comme des instituteurs stagiaires et affectés dans les classes où ils subiront l'examen oral et pratique obligatoirement avant le 1^{er} juin de la même année. Un arrêté du ministre de l'Education nationale précisera les modalités de ces examens pratiques et oraux.

ART. 38. — Après admission dans les conditions prévues à l'article 37, les élèves-maîtres reçoivent un Diplôme de fin d'études normales (D.F.E.N.).

ART. 39. — Au cours du stage pratique et en attendant leur intégration dans le corps des instituteurs, les institu-

teurs stagiaires percevront le traitement correspondant à leur indice d'intégration dans le cadre.

ART. 40. — En cas d'échec au Diplôme de fin d'études normales, les élèves-maîtres non admis au redoublement et qui obtiennent une moyenne égale à 8/20 et inférieure à 10/20, pourront être engagés comme instituteurs auxiliaires.

ART. 41. — En cas d'échec prévu à l'article 40, ces élèves-maîtres auront la possibilité de se présenter à deux nouvelles sessions de l'examen de fin d'études sous réserve des règles régissant la limite d'âge pour les nominations dans le corps enseignant.

En aucun cas les élèves-maîtres ayant échoué à ces examens ne pourront être admis à suivre de nouveau la même formation à l'Ecole normale des instituteurs.

ART. 42. — Les instituteurs stagiaires qui obtiennent la moyenne requise pour l'admission à l'examen pratique et oral (C.A.P.) certificat d'aptitude pédagogique, seront nommés et titularisés dans le corps des instituteurs, à compter du 1^{er} octobre de l'année scolaire au cours de laquelle ils ont été déclarés admis.

ART. 43. — En cas d'échec à l'examen pratique et oral, les Instituteurs stagiaires auront la possibilité de se présenter à deux nouvelles sessions du certificat d'aptitude pédagogique sous réserve des règles régissant la limite d'âge pour les nominations dans le corps de l'Enseignement fondamental. En cas d'échec définitif, ils peuvent être engagés comme instituteurs auxiliaires.

Titre IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 44. — Les élèves recrutés suivant les dispositions du décret n° 76-243 du 15 octobre 1976 et qui sont en formation dans les Ecoles normales des instituteurs à la date de ce jour restent régis par les dispositions de ce décret.

ART. 45. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, sous réserve des dispositions de l'article 44.

ART. 46. — Le ministre de l'Education nationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence.

DECRET n° 81-072 du 15 juillet 1981 fixant les alphabets des langues nationales pulaar, sooninke et wolof en caractères latins.

ARTICLE PREMIER. — L'alphabet figurant au tableau I est adopté pour la transcription des langues nationales pulaar, sooninke et wolof.

ART. 2. — L'ordre alphabétique commun à ces langues est celui du tableau I.

ART. 3. — La valeur phonétique des lettres de cet alphabet est celle indiquée par les tableaux II et III.

ART. 4. — La longueur des voyelles est pertinente et se marque par le dédoublement de la lettre utilisée.

ART. 5. — Les règles d'orthographe, de séparation des mots et la notation des tons (pour les langues qui en ont) feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'Education nationale sur proposition du conseil scientifique de l'Institut des langues nationales.

ART. 6. — Les correspondances admises sur machines ordinaires sont celles du tableau IV.

ART. 7. — Le ministre de l'Education nationale, le ministre de l'Emploi et de la Formation des cadres, le ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et le ministre de l'Information et des Télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

*
**

NOTE DE PRESENTATION

A l'issue de sa réunion du 8 au 18 octobre 1979, le C.M.S.N. a recommandé au gouvernement d'élaborer un système éducatif basé sur nos langues nationales arabe, pulaar, sooninke et wolof, assurant une indépendance culturelle véritable du pays et renforçant l'unité nationale du peuple mauritanien.

Ce système, qui entrera en vigueur dans un délai maximum de six ans, se fondera sur une officialisation de toutes nos langues nationales, la transcription en caractères latins et l'enseignement du pulaar, sooninke et wolof qui devront donner les mêmes débouchés que l'arabe.

Pour atteindre ces objectifs généraux, le gouvernement a créé l'I.L.N. par décret n° 79-348 en date du 12 décembre 1979, avec pour mission de préparer, dans une première phase, l'introduction des langues pulaar, sooninke et wolof dans l'enseignement, d'assurer la formation du personnel, l'élaboration du matériel pédagogique et d'étudier les incidences pratiques et financières de cette introduction et les problèmes posés par leur utilisation dans les différentes fonctions linguistiques.

Certes, l'enseignement de toutes nos langues nationales fait partie d'une orientation générale qui procède de la volonté du C.M.S.N. d'asseoir une politique linguistique basée sur une vision claire des objectifs à atteindre en matière de développement économique et socioculturel, conférant ainsi à l'école mauritanienne et à l'homme mauritanien un rôle déterminant dans le processus de transformation de nos conditions d'existence et de lutte contre le sous-développement.

En effet, la langue comme instrument de communication et d'expression culturelle est le moyen le plus adéquat pour traduire la conscience d'un peuple, le lieu premier de sa mobilisation, de l'accroissement de ses capacités productrices, de sa réhabilitation pour son accession au savoir scientifique et technique moderne. Toutefois, la promotion de cette nouvelle politique éducationnelle dépendra de l'identification des problèmes à résoudre et la connaissance approfondie des difficultés liées à la décision

d'enseigner nos langues nationales, de ses incidences et de ses exigences.

Dans la perspective de cet enseignement, l'I.L.L.N. s'attachera à trouver les voies et moyens adéquats pour la réalisation de ses programmes d'investigation et de recherche linguistique. C'est pourquoi, dans l'accomplissement de sa mission, il devra, pour commencer, doter nos langues pulaar, sooninke et wolof d'un alphabet leur permettant de passer d'une situation d'oralité à une forme scripturale codifiée et normalisée.

Un alphabet est un ensemble de signes graphiques, de symboles au moyen desquels les différents sons d'une langue sont transcrits.

Le C.M.S.N. a, dès le départ, décidé que la transcription de nos langues pulaar, sooninke et wolof se fera en *caractères latins*, mais c'est à l'I.L.L.N. qu'est revenue la tâche d'élaborer et de proposer l'alphabet latin adapté et harmonisé à l'issue de ses travaux de recherche sur le système phonologique de chacune de ces langues.

L'alphabet que l'I.L.L.N. a mis au point aujourd'hui tient compte à la fois de l'expérience vécue dans notre pays depuis de longues années et de celle des pays africains frères utilisateurs, comme nous, du pulaar, du sooninke et du wolof qui sont des langues véhiculaires et régionales. Compte tenu du fait que leur aire d'expansion dépasse le cadre national, il a été indispensable de tenir compte à la fois des résultats de recherche obtenus sur ces langues dans les pays voisins et des principes et de l'évolution de la recherche linguistique générale à travers le continent africain.

L'effort de recherche scientifique de l'I.L.L.N. s'est inscrit dans ce cadre et c'est pourquoi ce système de transcription s'inspire des conclusions de la conférence de Bamako et des principes adoptés par les chercheurs africains et africanistes de l'I.A.I. (Institut africain international).

Quest-ce que la conférence de Bamako ?

Sous l'égide de l'Unesco, en application des décisions de son conseil exécutif en sa soixante-dixième session et dans le cadre des résolutions 1271 et 344 adoptées par la 16^e session de sa conférence générale, s'est tenue à Bamako au Mali une réunion d'experts du 28 février au 5 mars 1966 en vue d'unifier les alphabets des langues africaines. Participaient à cette réunion, des Etats africains membres de l'O.U.A. et de l'Unesco (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Nigéria, Cameroun) et des chercheurs africanistes invités.

L'essentiel des travaux a été réalisé par des groupes techniques qui sont parvenus au bout de discussions approfondies et spécialisées à atteindre l'objectif principal : l'élaboration des alphabets de différentes langues et leur unification.

Il s'est dégagé de cette rencontre un large esprit de coopération, de concertation et d'harmonisation à la fois à l'échelle interafricaine et internationale. En outre, elle aura eu le mérite d'avoir été pratique et d'avoir unifié, pour la première fois, les alphabets de pays anciennement, anglophones et francophones de la sous-région occidentale.

L'alphabet qui a été élaboré à l'issue de cette rencontre d'unification a pris le nom d'alphabet de Bamako. Mais mieux que l'élaboration d'un alphabet, la conférence de

Bamako a été fondamentale sur le plan théorique en dégageant des principes scientifiques qui continuent de guider la recherche linguistique africaine à savoir :

- la nécessité d'une transcription scientifique ;
- la nécessité de tenir compte des objectifs pratiques en simplifiant au maximum les transcriptions ;
- la nécessité d'avoir des transcriptions qui ont un caractère interafricain et international.

En d'autres termes, toute recherche pour la transcription des langues africaines devra se fonder sur les principes de l'économie et de la simplicité, c'est-à-dire utiliser un signe pour un son et éviter de surcharger la graphie pour des raisons pédagogiques et pratiques. Aujourd'hui, l'alphabet de Bamako a fait un long chemin en Afrique. Les difficultés matérielles et les problèmes techniques qui se posaient en 1966 sont de nos jours résolus avec l'existence de machines à caractères spéciaux et d'imprimerie fabriquées en série et vendues à des prix abordables.

Au terme de ce bref rappel de la démarche et des raisons qui sous-tendent l'action de l'I.L.L.N., il est bon de donner quelques réponses aux questions que certains de nos lecteurs ne manqueront pas de se poser quant à certains aspects de ce nouveau système de transcription.

Il faut d'abord préciser que nous n'avons retenu que des signes représentant des phonèmes qui ont un statut phonologique attesté dans une langue, d'où l'absence de sons empruntés à une autre langue, qui peuvent se rendre par des réalisations voisines propres à cette langue même.

Il faut noter aussi que sur la base de ces mêmes principes de simplicité, de clarté et d'économie, nous avons introduit le graphème \hat{n} au lieu du digraphe *ny* pour représenter la nasale palatale sonore ; ceci pour des raisons susmentionnées car le digraphe *ny* est source de confusion dans certains cas et que la structure syllabique d'une de nos langues (le sooninke) n'admet pas la succession de deux consonnes à l'initiale d'un mot. Il s'agit, pour des raisons d'harmonisation nationale et interafricaine et pour ne pas utiliser des digraphes en conformité avec les propositions de Bamako, de choisir le graphème \hat{n} qui nous ramène au principe d'une lettre pour un son, et qui, de surcroît, existe sur le clavier de machines déjà en vente.

Compte tenu de la nécessité urgente de procéder à la transcription de nos langues, l'I.L.L.N. a estimé indispensable de mettre à la disposition du public un outil de travail, sans vouloir délibérément occulter les problèmes de notation des tons, de dialectes qui ne peuvent être résolus qu'au fur et à mesure de l'avancement et de l'approfondissement des travaux de recherche linguistique.

Le système ainsi conçu se veut pratique et évolutif, c'est pourquoi nous souhaitons que tous ses usagers sachent en faire un instrument non pas figé mais utilitaire, capable de s'améliorer et de s'adapter pour se plier aux exigences du développement de nos langues.

**

TABLEAU I

LISTE DES GRAPHÈMES DE L'ALPHABET DES LANGUES MAURITANIENNES PULAAR (FULFULDE), SOONINKÉ ET WOLOF

N°	Lettres minuscules	Lettres majuscules	Pulaar (Fulfulde)	Sooninke	Wolof
1.	,	,	,		
2.	a	A	a	a	a
3.	à	À			à
4.	b	B	b	b	
5.	ḅ	B	ḅ		b
6.	c	C	c	c	c
7.	d	D	d	d	d
8.	d'	D'	d'		d'
9.	e	E	e	e	e
10.	é	É			é
11.	è	È			è
12.	f	F	f	f	f
13.	g	G	g	g	g
14.	h	H	h	h	
15.	i	I	i	i	i
16.	j	J	j	j	j

N°	Lettres minuscules	Lettres majuscules	Pulaar (Fulfulde)	Sooninke	Wolof
17.	k	K	k	k	k
18.	l	L	l	l	l
19.	m	M	m	m	m
20.	mb	MB	mb		
21.	n	N	n	n	n
22.	nd	ND	nd		
23.	ng	NG	ng		
24.	nj	NJ	nj		
25.	ñ	Ñ	ñ	ñ	ñ
26.	ɟ	Ɔ	ɟ	ɟ	ɟ
27.	o	O	o	o	o
28.	ó	Ó			ó
29.	p	P	p	p	p
30.	q	Q		q	q
31.	r	R	r	r	r
32.	s	S	s	s	s
33.	t	T	t	t	t
34.	u	U	u	u	u
35.	w	W	w	w	w
36.	x	X		x	x
37.	y	Y	y	y	y
38.	y'	Y'	y'		

TABLEAU II

SYSTÈME PHONOLOGIQUE PULAAR, SOONINKE ET WOLOF

Consonnes		Bilabiales	Labiodentales	Alvéolaires	Palatales	Vélares	Uvulaires	Glottales
Oclusives	Sourdes	p		t	c	k	q	'
	Sonores	b		d	j	g		
	Glottalisées	ḅ		d'	y			
	Prénasalisées	mb		nd	nj	ng		
	Nasales	m		n	ñ	ŋ		
	Fricatives		f	s		x		h
	Latérales			l				
	Vibrantes			r				
	Semi-voyelles	w			y			

TABLEAU III

SYSTÈME PHONOLOGIQUE PULAAR, SOONINKÉ ET WOLOF

Voyelles		Antérieures	Centrales	Postérieures
BRÈVES	Fermées	i		u
	Mi-fermées	é	è	ó
	Mi-ouvertes	e	a	o
	Ouverte Maximale		à	
LONGUES	Fermées	ii		uu
	Mi-fermées	éé	èè	óó
	Mi-ouvertes	ee		
	Ouverte		aa	

TABLEAU IV

CORRESPONDANCES ADMISES SUR MACHINES A ÉCRIRE ORDINAIRES

N°	Lettres	Caractère de machine à écrire standard
1.	,	,
2.	a	a
3.	à	à
4.	b	b
5.	ḅ	ḅ
6.	c	c
7.	d	d
8.	d'	d'
9.	e	e
10.	é	é
11.	è	è
12.	f	f
13.	g	g
14.	h	h
15.	i	i
16.	j	j
17.	k	k
18.	l	l

N°	Lettres	Caractère de machine à écrire standard
19.	m	m
20.	mb	mb
21.	n	n
22.	nd	nd
23.	ng	ng
24.	ni	nj
25.	ñ	ñ
26.	ŋ	ñ
27.	o	o
28.	ó	'o
29.	p	p
30.	q	q
31.	r	r
32.	s	s
33.	t	t
34.	u	u
35.	w	w
36.	x	x
37.	y	y
38.	y'	y'

LISTE DES GRAPHES EMPLOYÉS POUR LE PULAAR (Fulfulde)

L'alphabet Pulaar comporte 32 lettres :

a b b̄ c d̄ d e f g h i j k l m mb n nd ng nj ñ ŋ o p r s t u w y y'.

N. B. — Le son /q/ emprunté à l'arabe n'a pas de statut phonologique attesté en pulaar ; il se réalise par des sons rapprochés : k ou g.

Valeur phonétique des lettres de l'alphabet Pulaar

Lettres	Comme dans	Traduction en français
'	ha'ay	Je refuse catégoriquement
a	allaadu	corne
b	bagi	tissu
b̄	birde	traire
c	cakka	collier
d	daago	natte
d̄	d̄aanaade	dormir
e	enen	nous
f	fado	chaussure
g	gite	yeux
h	haala	parole
i	ilam	crue
j	jalo	houe
k	kud'i	brindilles
l	lewru	lune
m	moosde	sourire
mb	mbaalu	brebis
n	neene	mère
nd	ndamndi	bouc
ng	ngori	coq
nj	njawdi	mouton
ñ	ñootde	coudre
ŋ	ŋatde	mordre
o	oolo	jaune
p	piindi	fleurs
r	rewde	suivre
s	sawru	bâton
t	tata	mur
u	ullundu	chat
w	wutte	boubou
y	yaare	scorpion
y'	y'iyyam	sang

Lettres	Comme dans	Traduction en français
Les voyelles		
Les voyelles courtes		
a	cakka	collier
e	enen	nous
i	gite	yeux
o	fado	chaussure
u	kud'i	brindilles
Les voyelles longues		
aa	haala	parole
ee	neene	mère
ii	piindi	fleurs
oo	oolo	jaune
uu	tuutde	vomir
La gémiation des consonnes		

Consonnes	Gémiation	Comme dans	Traduction en français
b	bb	labbo	bûcheron
b̄	b̄b̄	habbude	attacher
c	cc	gacce	honte
d	dd	addude	apporter
d̄	d̄d̄	bid̄do	fil, enfant
g	gg	loggude	accrocher
j	jj	dojjo	toux
k	kk	bokki	baobab
l	ll	hello	page, gifle
m	mm	samme	mil
n	nn	fennude	démentir
ŋ	ŋŋ	kajje	or
ñ	ññ	siñnude	trembler
p	pp	duppude	brûler
t	tt	fottude	rencontrer
y	yy	layya	sacrifice
y'	y'y'	tuy'yude	saigner du nez

L'occlusive glottale (') :

— L'occlusive glottale n'est notée qu'en position interne.

Ex : ha'ay = je refuse catégoriquement.
el'elnude = hésiter.

LISTE DES LETTRES DE L'ALPHABET SOONINKÉ

L'alphabet sooninké compte 26 lettres

Valeur phonétique des lettres de l'alphabet sooninké

Lettres	Comme dans	Signification en français
a	ake	lui, (il)
b	baade	deuil
c	cakka	collier
d	daba	natte
e	te	champ
f	fa	jujube
g	gode	pièce de cinq francs
h	hoore	homme libre
i	si	cheval
j	ji	eau

Lettres	Comme dans	Signification en français
k	kocce	caillou
l	labo	couteau
m	makka	maïs
n	na	vache
ñ	ñange	caméléon
ɲ	ɲaame	inondation
o	oku	nous
p	konpe	chambre
q	feqe	aisselle
r	rage	bouche
s	suuge	chanson
t	toro	oreille
u	dulle	faim
w	wulle	chien
x	xaso	lune
y	yugo	homme

Les voyelles

Les voyelles brèves

Lettres	Comme dans	Signification en français
a	xase	vieux
e	yere	ici
i	kine	caïman
o	xore	gorge
u	fure	cadavre

Les voyelles longues

Lettres	Comme dans	Traduction en français
aa	xaase	termite
ee	yeere	génisse
ii	kiine	mari
oo	xoore	grand
uu	fuure	pirogue

Les consonnes

La longueur ou la différence d'intensité se marque par le doublement de la lettre utilisée sauf pour le cas des nasales m, ñ, ɲ.

La nasale N.

La réalisation de la nasale N dépend généralement de la consonne qui la suit comme dans l'exemple des :

- Labiales où N + b, p, m se réalise (m) ;
- Alvéolaires où N + l, r se réalise (l) ;
- Palatales où N + y, ñ se réalise (ñ) ;
- Vélaire où N + ɲ, w se réalise (ɲ).

LISTE DES LETTRES EMPLOYÉES POUR LE WOLOF

a, à, b, c, d, e, é, è, f, g, i, j, k, l, m, n, ñ, ɲ, o, ó, p, q, r, s, t, u, w, x, y.

Valeur phonétique des lettres en wolof

Lettres	Comme dans	Traduction en français
a	lal	lit
à	làkk	parler une langue étrangère
b	bakkan	nez

Lettres	Comme dans	Traduction en français
c	caabi	clef
d	daw	courir
e	set	propre
é	sér	pagne
è	bèt	œil
f	for	ramasser
g	garab	arbre
i	cin	marmite
j	jabar	épouse
k	kër	maison
l	lam	bracelet
m	mar	avoir soif
n	nelaw	dormir
ñ	ñaw	coudre
ɲ	ɲaam	mâchoire
o	lor	crachat
ó	jóg	se lever
p	paaka	couteau
q	ñaq	sueur
r	rafet	joli
s	soow	lait caillé
t	taw	pluie
u	bukki	hyène
w	wor	trahir
x	xalam	guitare
y	yoo	moustique

Les complexes nasales en wolof

Lettres	Comme dans	Traduction en français
mb	mbër	lutteur
nd	ndab	réceptif
nj	njaay	vente
ng	ngelaw	vent
mp	samp	planter
nt	bunt	porte
nc	denc	garder
nk	tànk	jambe
nq	xonq	rouge

N.B. — Le graphe q est équivalent à x après nasale (xonq = xonx) ou à une géminée xx (ñaqx- ñaq).

Les voyelles brèves en wolof

Lettres	Comme dans	Traduction en français
a	lal	étendre
à	làkk	parler une langue étrangère
e	set	propre
é	sér	pagne
i	birèl	définir
ó	jóg	se lever
o	gor	abattre (un arbre)
u	tus	rien, zéro

Les voyelles longues en wolof

Lettres	Comme dans	Traduction en français
aa	laal	toucher
ee	fees	dépecer, dépouiller
ée	téen	lever la tête
ii	liir	nouveau-né

Lettres	Comme dans	Traduction en français
oo	woor	jeûner
óó	dóór	frapper
uu	kuur	pilon

La gémination des consonnes en wolof

Lettres	Comme dans	Traduction en français
bb	débb	piler
cc	nàcc	saigner (le fait de)
dd	tédd	se coucher
gg	dagg	couper
kk	lakk	brûler
ll	tallal	tendre
mm	nemm	récolter le miel
nn	benn	un, une
ɲɲ	raɲɲ	être étriqué
ññ	raññi	reconnaître
pp	lupp	cuisse
rr	fèrr	s'envoler (onomatopée)
tt	butti	éventrer
ww	tàwwi	étirer un élastique
xx = q	sàxx = sàq	grenier

Ministère de l'Emploi et de la Formation des Cadres :

ACTES REGLEMENTAIRES :

ARRETE n° 540 du 8 octobre 1973 modifiant l'arrêté n° 211 du 13 avril 1973 portant équivalence de diplômes.

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions de l'alinéa b de l'article 2 de l'arrêté n° 211 du 13 avril 1973 portant équivalence de diplôme.

ART. 2. — Après l'article 2 de l'arrêté n° 211 du 13 avril 1973 portant équivalence de diplôme, ajouter :

Article 3 : Le diplôme de technicien du développement de l'Institut d'étude du développement économique et social de l'Université de Paris (cas de M. Kane Bouna) est équivalent à une licence d'enseignement.

ART. 3. — Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté n° 211 du 13 avril 1973 portant équivalence de diplôme deviennent respectivement les articles 4, 5, 6, 7, 8, et 9.

ARRETE n° 112 du 16 août 1975 portant équivalence de diplôme.

ARTICLE PREMIER. — Est équivalent au diplôme d'ingénieur des travaux du génie civil et des techniques industrielles :

le « diplôme d'ingénieur du 1^{er} degré de l'Ecole nationale des ingénieurs de Bamako ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié selon la procédure d'urgence.

ARRETE n° R-43 du 1^{er} juin 1977 portant équivalence de diplôme.

ARTICLE PREMIER. — Est équivalent à une licence en sciences économiques : le baccalauréat ès sciences économiques délivré par la Faculté des arts et sciences de l'Université de Montréal (Canada).

ART. 2. — Est équivalent au titre requis pour l'accès au corps des professeurs de la grille indiciaire 810-1450 : la licence ès lettres délivrée par la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université d'Alger.

ART. 3. — Est équivalent au titre requis pour l'accès aux corps des professeurs techniques adjoints : le diplôme d'enseignement infirmier supérieur délivré par l'Université de Lyon II (France).

ART. 4. — Donne accès aux établissements et concours nationaux, pour lesquels le baccalauréat est normalement exigé, en vue d'une Formation dans les domaines juridique ou administratif : la capacité en droit délivrée par l'Université de Dakar.

ART. 5. — Est équivalent au titre requis pour l'accès aux corps des docteurs en médecine (900-1500) : le « Baccalauréat » de médecine et chirurgie délivré par la Faculté de médecine de l'Université du Caire.

ART. 6. — Est équivalent au diplôme d'infirmier d'Etat délivré par l'Ecole des infirmiers et sages-femmes de Nouakchott : le diplôme délivré par l'Institut sanitaire de garçons de Bengazi (Libye).

ART. 7. — Les ministères de l'Education nationale et de la Fonction publique et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARRETE n° R-96 du 17 novembre 1977 portant équivalence de diplôme.

ARTICLE PREMIER. — Est équivalent au titre requis pour l'accès au corps des ingénieurs principaux de l'Economie rurale ; le diplôme d'ingénieur de l'équipement rural délivré par l'Ecole inter-Etats d'ingénieur de l'Equipement rural de Ouagadougou.

ART. 2. — Est équivalent à une licence de l'Enseignement supérieur : la licence ès lettres du Département des lettres arabes de l'Université de Damas.

ART. 3. — Est équivalent à une licence d'enseignement : la licence ès lettres, section pédagogie et psychologie, de la Faculté des lettres de l'Université de Bagdad.

ACTES DIVERS :

ARRETE n° 407 du 28 juillet 1981 portant nomination d'un directeur adjoint de la Caisse nationale de sécurité sociale.

ARTICLE PREMIER. — M. Ahmeda ould Jilany, inspecteur, précédemment chef d'agence à Nouadhibou, est nommé directeur adjoint de la caisse nationale de sécurité sociale.

ART. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} juin 1981.

District de Nouakchott :

ACTES REGLEMENTAIRES :

ARRETE n° 14 du 10 août 1981 accordant une indemnité de sujétion mensuelle à certains chefs de service régionaux.

ARTICLE PREMIER. — Il est attribué aux fonctionnaires et agents titulaires des fonctions ci-après désignées une indemnité de sujétion mensuelle :

1. De quatre mille (4 000) ouguiya :
 - Directeur régional de la Sûreté nationale ;
 - Commandant de la Compagnie d'intervention et de maintien de l'ordre (C.I.M.O.) ;
 - Commandant de la brigade des sapeurs-pompiers ;
 - Chef de l'Inspection régionale de l'Élevage.
2. De trois mille (3 000) ouguiya :
 - Trésorier régional ;
 - Commissaire de police d'arrondissement urbain du District ;
 - Commandant de la brigade mixte de la Gendarmerie.

ART. 2. — La dépense est imputable aux chapitres, articles et sections suivants : 2, 6, 1 ; 3, 7, 1 ; 3, 3, 1 ; 2, 4, 1.

ARRETE n° 15 du 15 août 1981 portant fixation des prix au détail de certains produits dans le District de Nouakchott.

ARTICLE PREMIER. — Les prix au détail des produits ci-dessous désignés sont ainsi fixés à l'intérieur du périmètre urbain du District de Nouakchott :

I. — THÉ

Qualité	Prix du kilo
8.147/G. 501	570 UM
8.135/9369	465 UM
9.371/G. 101	555 UM
9.370/G. 661	505 UM
G. 601	585 UM

II. — RIZ

Qualité	Prix du kilo
Brisé	16 UM
Entier	35 UM

III. — SUCRE

En paquet d'un kilo	78 UM
Le pain de 2 kilos	156 UM

ART. 2. — L'arrêté n° 80 du 6 novembre 1980 et toutes autres dispositions antérieures au présent arrêté et relatives aux prix de vente au détail des produits cités ci-dessus sont abrogés.

ART. 3. — Les préfets, le directeur régional de la Sûreté nationale du District, les commissaires de police et les brigades économiques des arrondissements urbains du District de Nouakchott sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

III. — TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Situation mensuelle au 31 janvier 1981

ACTIF

Or et créances sur l'étranger	6.225.604.954,20
— Avoirs en or	316.881.289,53
— Avoirs en devises	5.908.723.664,67
Fonds monétaire international	624.172.036,04
— F.M.I. Souscription en ouguiya	378.940.986,26
— F.M.I. - D.T.S.	7.844.464,99
— Accords de paiements internationaux	253.075.514,77
Comptes courants postaux	199.872.910,87
Avances au Trésor (découvert en compte)	819.901.850,14
Créances sur l'Etat	1.142.728.741,35
Effets escomptés	1.888.170.178,17
— Effets privés à court terme (dont effets sur l'étranger)	1.048.800.000,00
— Effets à moyen terme	478.318.637,52
— Effets en recette	361.051.540,65

Effets pris en pension	30.000.000,00
— Effets privés à court terme	30.000.000,00
Comptes de recouvrement	629.713,57
Immobilisations (moins amortissements)	67.073.442,18
Titres de participation, etc.	254.029.218,00
Comptes d'ordre et divers	1.072.072.573,18
TOTAL	12.324.255.617,70

PASSIF

Billets et monnaies en circulation	2.670.900.586,20
Trésor public (1)	107.050.306,41
Comptes courants et divers	593.375.666,44
— Banques et institut. financ. étrangères	330.634.968,52
— Banques et institut. financ. en Mauritanie	262.740.697,92
Accords de paiements internationaux	606.766.752,32
Fonds monétaire international	2.703.416.675,88
— Avoirs en monnaie nationale	2.228.774.516,26
— Allocation - D.T.S.	474.642.159,62
Capital et fonds de réserves	811.611.240,53
Provisions	825.655.390,87
Comptes d'ordre et divers	4.005.478.999,05
TOTAL	12.324.255.617,70

(1) Y compris l'O.P.T.

COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

ACTIF

Débiteurs divers	5.096.567,95
Divers	1.066.976.005,95
	1.072.072.573,18

PASSIF

Engagements extérieurs	2.969.082.218,72
B.C. Libye	1.088.640.000,00
B.C. Koweït	1.611.400.000,00
F.A.D.E.S.	155.545.299,00
Billet C.F.A. « E » à racheter	13.396.919,72
Réserves de réévaluation or	294.106.719,48
Différence de change	307.866.329,85
Divers	521.126.811,28
	4.005.477.999,05

**

Situation mensuelle au 31 mars 1981

ACTIF

Or et créances sur l'étranger	6.744.548.279,47
— Avoirs en or	316.881.289,53
— Avoirs en devises	6.427.666.989,94
Fonds monétaire international	706.954.087,21
— F.M.I. Souscription en ouguiya	378.940.986,26
— F.M.I. - D.T.S.	328.013.100,95
Accords de paiements internationaux	199.515.935,97
Comptes courants postaux	935.060.990,53
Avances au Trésor (découvert en compte)	1.142.728.741,35
Créances sur l'Etat	1.681.814.285,64
Effets escomptés	
— Effets privés à court terme (dont effets sur l'étranger)	905.200.000,00
— Effets à moyen terme	761.706.859,64

— Effets en recette	14.907.426,00
Effets pris en pension	81.500.000,00
— Effets privés à court terme	81.500.000,00
Comptes de recouvrement	570.437,28
Immobilisations (moins amortissements)	85.020.383,18
Titres de participation, etc.	254.029.218,00
Comptes d'ordre et divers	1.360.188.713,10
TOTAL	13.191.931.071,73

PASSIF

Billets et monnaies en circulation	2.847.599.113,00
Trésor public (1)	85.416.009,60
Comptes courants et divers	760.111.425,05
— Banques et institut. financ. étrangères	732.158,20
— Banques et institut. financ. en Mauritanie	759.379.266,85
Accords de paiements internationaux	573.092.292,60
Fonds monétaire international	2.606.126.845,42
— Avoirs en monnaie nationale	2.028.412.737,54
— Allocation - D.T.S.	577.714.107,88
Capital et fonds de réserves	399.750.000,00
Provisions	825.655.390,87
Comptes d'ordre et divers	5.094.179.995,19
TOTAL	13.191.931.071,73

(1) Y compris l'O.P.T.

COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

ACTIF

Débiteurs divers	5.255.940,34
Divers	1.354.932.772,76
	1.360.188.713,10

PASSIF

Engagements extérieurs	3.161.190.310,57
B.C. de Libye	1.088.640.000,00
B.C. du Koweït	1.611.400.000,00
F.A.D.E.S.	155.612.898,00
C.F.A. « E » à racheter	13.167.800,00
U.C.E.A.O.	292.369.612,57
Réserves spéciales de réévaluation or	294.106.719,48
Différence de change	298.775.584,39
Divers	1.340.107.380,75
	5.094.179.995,19

**

Situation mensuelle au 30 avril 1981

ACTIF

Or et créances sur l'étranger	6.051.767.678,26
— Avoirs en or	316.881.289,53
— Avoirs en devises	5.734.886.388,73
Fonds monétaire international	453.878.572,44
— F.M.I. Souscription en ouguiya	378.940.986,26
— F.M.I. - D.T.S.	74.537.586,18
Comptes courants postaux	199.515.935,97
Avances au Trésor (découvert en compte)	996.364.706,74
Créances sur l'Etat	1.142.728.741,35
Effets escomptés	2.064.104.567,60
— Effets privés à court terme (dont effets sur l'étranger)	971.000.000,00
— Effets à moyen terme	867.904.567,60

Créances sur l'Etat	1.730.122.026,82
Effets escomptés	1.988.323.534,31
— Effets privés à court terme (dont effets sur l'étranger)	1.120.000.000,00
— Effets à moyen terme	746.933.506,31
— Effets en recette	121.190.028,00
Effets pris en pension	99.600.000,00
— Effets privés à court terme	99.600.000,00
Comptes de recouvrement	158.394.876,68
Immobilisations (moins amortissements)	71.519.682,18
Titres de participation, etc.	284.029.218,00
Comptes d'ordre et divers	1.459.323.893,02
TOTAL	13.562.660.647,04

PASSIF

Billets et monnaies en circulation	3.059.239.416,00
Trésor public (1)	88.260.781,94
Comptes courants et divers	739.291.907,39
— Banques et instit. financ. étrangères	370.318.529,20
— Banques et instit. financ. en Mauritanie	368.973.378,19
Accords de paiements internationaux	421.682.927,37
Fonds monétaire international	3.039.742.399,03
— Avoirs en monnaie nationale	577.714.107,88
— Allocation - D.T.S.	2.462.028.292,15
Capital et fonds de réserves	517.504.521,05
Provisions	825.655.390,87
Comptes d'ordre et divers	4.871.283.303,39
TOTAL	13.562.660.647,04

(1) Y compris l'O.P.T.

COMPTE D'ORDRE ET DIVERS

ACTIF

Débiteurs divers	4.194.028,68
Divers	1.455.129.864,34
TOTAL	1.459.323.893,02

PASSIF

Engagements extérieurs	2.868.820.698,00
B.C. Libye	1.088.640.000,00
B.C. Koweït	1.611.400.000,00
F.A.D.E.S.	155.612.898,00
C.F.A. « E » à racheter	13.167.800,00
Réserves spéciales de réévaluation or	294.106.719,48
Différence de change	220.147.042,72
Divers	1.488.208.843,19
TOTAL	4.871.283.303,39

**

Situation mensuelle au 31 juillet 1981

ACTIF

Or et créances sur l'étranger	5.857.864.290,26
— Avoirs en or	316.881.289,53
— Avoirs en devises	5.540.983.000,73
Fonds monétaire international	721.415.196,64

— F.M.I. Souscription en ouguiya	378.940.986,26
— F.M.I. - D.T.S.	89.398.695,61
— F.M.I. or	253.075.514,77
Comptes courants postaux	195.696.819,29
Avances au Trésor (découvert en compte)	1.019.233.861,99
Créances sur l'Etat	1.729.796.121,82
Effets escomptés	2.030.535.936,78
— Effets privés à court terme (dont effets sur l'étranger)	1.148.200.000,00
— Effets à moyen terme	852.335.936,78
— Effets en recette	30.000.000,00
Effets pris en pension	80.000.000,00
— Effets privés à court terme	80.000.000,00
Comptes de recouvrement	1.823.179,98
Immobilisations (moins amortissements)	69.469.396,18
Titres de participation, etc.	284.029.218,00
Comptes d'ordre et divers	1.334.809.825,33
TOTAL	13.324.673.846,27

PASSIF

Billets et monnaies en circulation	3.313.980.249,00
Trésor public (1)	81.664.692,32
Comptes courants et divers	561.297.175,58
— Banques et instit. financ. étrangères	248.093.011,32
— Banques et instit. financ. en Mauritanie	313.204.164,26
Accords de paiements internationaux	360.461.646,56
Fonds monétaire international	3.027.659.491,03
— Avoirs en monnaie nationale	2.449.945.383,15
— Allocation - D.T.S.	577.714.107,88
Capital et fonds de réserves	517.504.521,05
Provisions	825.655.390,87
Comptes d'ordre et divers	4.636.450.679,86
TOTAL	13.324.673.846,27

(1) Y compris l'O.P.T.

COMPTE D'ORDRE ET DIVERS

ACTIF

Débiteurs divers	4.194.028,68
Divers	1.330.615.796,65
TOTAL	1.334.809.825,33

PASSIF

Engagements extérieurs	2.868.820.698,00
B.C. Libye	1.088.640.000,00
B.C. Koweït	1.611.400.000,00
F.A.D.E.S.	155.612.898,00
Billets C.F.A. « E » à racheter	13.167.800,00
Réserves spéciales de réévaluation or	294.106.719,48
Divers	1.473.523.262,38
TOTAL	4.636.450.679,86